

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

# La Commune

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*  
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe internationale)*

n° 94 Janvier 2015



## Rupture avec l'Union Européenne, ses institutions, ses directives !

(lire pp 11,12,13)

**Attentats : Communiqués de La Commune et du MST, lire p 2**

**9ème Congrès du MST, lire pp 16, 17, 18**

**Aurore Martin et tous les inculpés à la maison ! lire pp 24, 25**

**Syrie : la poudrière, lire p 22**

## Attentats

# Communiqués

### Communiqué de La Commune :

## ***A qui Profite le crime ?***

Nous condamnons avec la plus extrême fermeté l'attaque contre le siège de Charlie Hebdo et les assassinats barbares perpétrés contre ses journalistes et d'autres salariés. Rien, aucune idéologie ne saurait justifier cette violence aveugle et obscurantiste contre la liberté d'expression et les libertés démocratiques en général. A cette heure, nos pensées vont aux familles, aux proches des dessinateurs, aux rédacteurs et tous les salariés tués de sang-froid.

Nous partageons la révolte et indignation qu'inspirent de tels actes à des millions de salariés, de chômeurs, d'hommes et femmes épris de liberté et engagés dans la défense des droits démocratiques et sociaux.

C'est bien pourquoi nous refusons de nous ranger, comme on cherche à nous y contraindre, dans l'«union sacrée», l'«union nationale» derrière Hollande et ce gouvernement, sans rivage à droite, puisque même Marine Le Pen est invitée à se rendre à l'Elysée !

Les mêmes, du moins leurs prédécesseurs de droite, qui avaient à l'époque poursuivi et condamné Charlie Hebdo (son ancêtre Hara Kiri) pour sa une sur de Gaulle versent aujourd'hui des larmes de crocodiles sur la liberté d'expression.

Et ce gouvernement, ce Président, comme celui qui l'a précédé impulsent depuis des années une politique anti-ouvrière, anti-immigrés, anti-roms, anti-musulmans et multiplient et accumulent des lois en ce sens. C'est donc bien leur politique, dans la continuité de Sarkozy à Hollande qui est responsable de cette atmosphère nauséabonde qui permet à Marine Le Pen de se déchaîner et d'affirmer « il faut que la parole se libère », manière d'appeler aux pogroms anti-musulmans

François Fillon va même jusqu' à clamer : «Le premier acte de l'unité nationale : soutenir le gouvernement, le ministre de l'Intérieur; le Président » et Sarkozy s'appête à appeler au grand rassemblement d'«unité nationale » de dimanche prochain. Sans nous. Ce gouvernement excipe de ces crimes barbares pour nous contraindre à nous ranger derrière lui. Nous n'avons pas besoin d'« union nationale » pour rejeter les monstres obscurantistes qui tuent. Bien au contraire, c'est en luttant pour le renforcement de toutes les libertés démocratiques et sociales, en exigeant que cesse la chasse aux immigrés, aux roms et aux musulmans que nous couperons l'herbe sous les pieds des barbares, où qu'ils soient.

Nous ne manifesterons pas avec ce gouvernement qui porte atteinte à la démocratie, aux libertés de croyance religieuses individuelles de millions de musulmans, dans les écoles, dans les lieux publics, dans la presse.

Nous continuerons à défendre, face à ce régime, face à ce gouvernement, et de façon indivisible, les droits et libertés démocratiques élémentaires, en toute indépendance.

**Paris, le 8 janvier 2015**

### Communiqué du MST-Nouvelle Gauche :

## ***Notre condamnation de l'attentat contre Charlie Hebdo***

Pour de profondes raisons humaines et politiques, nous, le MST-Nouvelle Gauche condamnons avec la plus grande énergie les assassinats brutaux et le lâche attentat terroriste commis contre l'hebdomadaire Charlie-Hebdo à Paris et nous nous solidarisons avec les familles des victimes et avec le peuple français.

De la même manière, nous affirmons notre défense inconditionnelle de la plus totale liberté de presse et d'expression. Nous rejetons de manière catégorique tout type de fondamentalisme et de fanatismes religieux et leurs attaques violentes.

Dans le même temps, nous dénonçons l'hypocrisie du gouvernement et de l'Etat impérialiste français, qui maintenant, se posent en justiciers au nom de la liberté alors qu'ils sont responsables de nombreux massacres et d'interventions contre leurs ex-colonies et d'autres peuples du monde et, encore aujourd'hui, de persécutions contre les immigrés et particulièrement contre la communauté musulmane dans leur propre pays.

Nous considérons que la légitime défense de la liberté de la presse et de toutes les libertés démocratiques, en France et dans tous les pays, exige une totale indépendance et par-dessus tout, de ne jamais hurler avec les loups xénophobes et islamophobes.

**Le 8 janvier 2015**

**Alejandro Bodart et Vilma Ripoll**

**Pour le MST-Nouvelle Gauche**

## Editorial

# Briser le carcan de « l'Union nationale »

### SOMMAIRE

	Pages
• Editorial.....	2
• Attentats : Communiqués.....	3
• Déclaration de La Commune.....	4
• Chronique d'une chute de régime..	6
• Contre « l'union sacrée ».....	8
• Crise dans la CGT.....	9
• Société.....	10
• Union Européenne.....	11
• Crise économique mondiale.....	14
• 9ème Congrès du MST.....	16
• Venezuela.....	19
• Cuba.....	20
• Syrie.....	22
• Palestine.....	23
• Pays Basque.....	24

### ADIDO, BP82, 94003 Créteil.

(ADIDO, association loi 1901,  
édite le mensuel La Commune)

**courrier électronique :**  
**lacommune@lacommune.org**  
**http://www.lacommune.org**

**N**ous ne dirons jamais assez à quel point, avec des millions de citoyens, nous sommes révoltés par les actes criminels de ces trois barbares. Et nous le sommes pour deux raisons. La première, bien évidemment, c'est face à ces meurtres de sang-froid perpétrés contre des journalistes, des salariés, des fonctionnaires et des citoyens au prétexte qu'ils étaient juifs. Des actes que rien, absolument rien, aucune idéologie la plus fumeuse soit-elle ne sauraient justifier.

Des actes qui ont germé dans des cerveaux vides de ces trois lumpen en décomposition qui vivaient de rapines, de trafic de haschich et de vêtements de contrefaçon... Bel idéal en vérité.

Des meurtres qui ont fauché 17 vies humaines avec pour seul discours quelques borborygmes incompréhensibles.

Et il est une seconde raison. Ces assassinats servent assurément sur un plateau, quelle aubaine, Hollande, son gouvernement mais aussi tous les fauteurs de guerre de la planète dans une opération manipulatrice d'« Union sacrée », d'Union nationale »

Silence dans les rangs, « nous sommes en guerre » a dit Valls, coq juché sur ses ergots du haut de son tas de fumier. « Une guerre de civilisation » a osé rajouter Sarkozy. C'est au nom de l'« Union sacrée » que l'impérialisme a jeté des millions d'hommes les uns contre les autres dans la boucherie de 14-18.

Au nom de cette même formule sanglante, on veut nous encamisoler aux diktats des mesures antisociales, anti-ouvrières déjà prises et en préparation par ce gouvernement acquis à la cause du Medef. Pacte de responsabilité, réforme hospitalière et de Sécurité sociale, loi Macron contre, en particulier le Code du travail...

Et, comme un avant-goût, le 11 janvier, on a imposé aux masses si légitimement indignées tous les brigands tenant le haut du pavé parisien. Ils étaient venus, ils étaient tous là : Rajoy, Premier ministre de l'Etat espagnol qui refuse dans son pays la loi pour le droit à l'avortement et qui, au moment même où il défilait donnait consigne à

sa police d'arrêter les avocats des inculpés de Madrid, dont notre camarade Aurore Martin, Netanyahu, bourreau du peuple Palestinien, Erdogan, trouble complice de Daech contre le peuple kurde, Cameron qui s'apprête à présenter une loi anti-grèves... Que des illustres figures des libertés démocratiques.

Et dorénavant, puisque disent-ils la guerre est déclarée, ils passent au tour de vis liberticide ; Les tribunaux condamnent à tour de bras, réactivant la loi anti-terroriste de 2004, en attendant la prochaine. Une jeune fille de 14 ans est mise en examen à Nantes pour quelques bêtises prononcées, à son âge, dans un bus ; pas moins de 40 condamnations en deux jours avec des peines allant jusqu'à 4 ans de prison ferme. Enfin, l'islamophobie a pignon sur rue, elle tente de gagner le haut du pavé et des prétoires. Elle qui avançait jusqu'ici souvent cauteleuse, honteuse, intellectuelle et masquée, y compris dans une certaine extrême-gauche bien-pensante et civilisée (l'affaire de l'exclusion des lycéennes d'Aubervilliers votée par des gens paraît-il très radicaux sur l'échiquier politique, un exemple pas si lointain.)

Voilà comment sont utilisés désormais par ceux qui nous gouvernent ces meurtres venus des abysses de l'obscurantisme ;

Ils se gargarisent, nos gouvernants, des mots de liberté, égalité, fraternité, eux qui n'ont jamais eu à défendre ces notions, héritées du Siècle des Lumières et de la grande Révolution française. Liberté, égalité, fraternité dans un pays de 6 millions de chômeurs ? De deux millions de mal-logés, de millions qui vivent du RSA et des Resto du Cœur ? Dans un pays qui investit dans le mobilier urbain anti-SDF ?

Allons donc. Le croyez-vous seulement une seconde quand vous pérez ?

Les directions du mouvement ouvrier et démocratique se doivent de briser le carcan dans lequel elles se sont mises de cette « Union nationale » mortifère.

**Pedro Carrasquedo**  
**Samedi 17 janvier 2015**

## Déclaration de La Commune, 10 janvier 2015

# Contre les barbares et contre « l'Union nationale »

**Nous sommes aux côtés des travailleurs et des jeunes qui, par millions, expriment leur indignation face à la barbarie qui a exécuté des journalistes, des salariés, des êtres humains. Avec eux, nous rejetons cet acte ignoble perpétré contre la liberté d'expression. Inconditionnellement. Nous avons exprimé notre révolte dès la première heure et notre colère est à la hauteur de ces heures tragiques.**

**Pour cette même raison – le rejet de cette barbarie – nous n'irons pas manifester avec les « grands de ce monde » à Paris dans « l'Unité nationale », sous l'égide de l'Union européenne.**

**N**ous ne hurlerons pas avec les loups.

Nous ne communierons pas avec Valls, l'expulseur des Roms et des sans-papiers.

Nous ne défilerons pas derrière la « communauté » des chefs d'Etat ou leurs représentants, avec tous les fauteurs de guerre à travers la planète qui se sont donné rendez-vous à Paris au nom de la « liberté d'expression ». On croit rêver !

Pas avec Hollande, Sarkozy et tous ces va-t-en guerre qui portent la plus lourde responsabilité dans la prolifération de ces monstres barbares sans foi ni loi, du fait de leurs interventions impérialistes guerrières passées et présentes en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Centrafrique, du fait de leur soutien direct ou indirect aux massacres génocidaires perpétrés par l'Etat criminel d'Israël contre le peuple Palestinien, Etat qui sera représenté par Benjamin Netanyahu bourreau du peuple Palestinien.



Benjamin Netanyahu

Pas avec ce gouvernement qui entend se servir de ce climat de tension pour faire passer ses plans contre les hôpitaux, la médecine, les médecins et la Sécurité Sociale. Qui entend continuer son offensive contre les salaires et les effectifs, contre les salariés, contre toutes les catégories sociales confondues de ce pays, contre les chômeurs et les jeunes.

Pas avec ce gouvernement qui, dans la continuité de ceux que l'ont précédé, attaque les immigrés, distille l'islamophobie au fil des déclarations à peine équi-



N. Sarkozy et F. Hollande

voques, paternalistes de type colonial, au fil des lois antilairiques qui entravent la liberté de croyance individuelle.

Pas avec Rajoy, Premier ministre de l'Etat espagnol, geôlier des peuples catalan, basque, galicien... qui vient d'engager un procès contre la liberté d'expression contre notre camarade Aurore Martin et 36 autres inculpés à Madrid, un Rajoy qui se refuse à engager un processus de négociation visant à la paix au Pays basque, paix à laquelle aspire pourtant l'écrasante majorité de la population et ses organisations.

Pas avec Poutine, le despote ex-KGB aux mains rouges du sang des peuples Tatars, Tchétchènes et fauteur de guerre contre le peuple Ukrainien, un Poutine ennemi juré, dans les pas de Staline, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pas avec Erdogan, le dictateur turc, qui menace en ce moment même un caricaturiste turc de prison et qui entretient les relations les plus sales avec l'Etat

islamique en Syrie contre le peuple kurde qui lutte pour sa survie.

Pas avec tous ces brigands impérialistes qui bombardent, pillent, asphyxient et tuent, partout dans le monde, et créent ainsi des monstres aussi inhumains qu'obscurantistes, des Frankenstein dont ils sont les créateurs honteux, en Syrie avec l'Etat islamique ou en France même, comme on vient de le subir.

Le combat contre la barbarie ne se divise pas. Entre les barbares « civilisés » et les barbares «

sauvages », nous ne choisissons pas. Pire, les premiers sont les responsables politiques de l'existence des seconds qui ne sont rien d'autre que leurs rejetons monstrueux qui balbutient quelques minables et indigents oripeaux qu'ils veulent idéologiques. Ces trois meurtriers racistes et antisémites sont de la même veine que les minables voyous qui ont attaqué un jeune couple au prétexte que « vous êtes juifs, donc vous avez de l'argent » La bêtise abyssale. Et la bêtise qui tue. Mais tous, « civilisés » ou pas, ils sont les ennemis de la liberté. On ne peut combattre les uns sans combattre les autres.



Vladimir Poutine

Hollande-Valls ont la bouche emplie de l'appel à l'unité pour nos « valeurs républicaines communes » et la Répu-

## Déclaration de La Commune, 10 janvier 2015

blique » Mais de quelles valeurs républicaines communes parlent-ils ? De celles de leurs amis et frères politiques tel Cahuzac, minable voleur et menteur ? De celles de ces députés qui s'émanicipent de payer les impôts ? De tous ces copains et coquins qui multiplient scandales sur scandales et ont une fâcheuse tendance à confondre les deniers publics et leur portefeuille ? On en rirait si l'heure n'était pas si tragique.

De quelle République parlent-ils ? De celle des massacres de Setif et Guelma, de Madagascar ? Ah, c'est trop loin ? De celle qui matraque et jette à la Seine des centaines d'Algériens, de celle de Charonne ? Ah, encore trop loin ? De celle qui bombarde la Lybie, l'Afghanistan, le Mali, sur tous les coins de la planète ? Au nom de la « civilisation » ? Et qui plonge chaque jour un peu plus le monde dans la misère et la désolation. Et c'est avec tous ces gens, ces chiens de guerre qu'on veut nous faire défilier ? Sans nous. Quant à la liberté d'expression, les



Recep T. Erdogan

mêmes la répriment, en interdisant les manifestations qui les dérangent, en embastillant des manifestants arrêtés au hasard, en gazant les cheminots en grève rassemblés pacifiquement, en matraquant des lycéens en grève contre les expulsions de leurs camarades sans-papiers. Et il y aura aussi des représentants fort civilisés des Etats-Unis, où il ne fait pas bon être noir par les temps qui courent...



Mariano Rajoy

Toute cette hypocrisie gluante, nauséabonde fait le lit de Marine Le Pen, invitée spéciale de François Hollande, qui nous jurait, lui et les siens, qu'elle était le diable en personne.

Nous partageons l'indignation des millions d'êtres humains révoltés par les assassinats perpétrés par ces individus sans conscience, qu'aucune idéologie ne saurait justifier. Nous le répétons : nous sommes aux côtés des opprimés et exploités qui rejettent avec colère et dégoût de tels actes de folie meurtrière.

Mais nous ne sommes ni ne serons jamais aux côtés des ennemis des travailleurs. D'ailleurs, quelle aubaine que cette tuerie ignoble pour un Hollande qui est pourtant arrivé à un point de discrédit sans précédent et qui cherche, par cette grossière opération d'« Union nationale », par cette honteuse récupération d'une légitime indignation, à se refaire une virginité ! A qui donc profite le crime de ces monstres écerclés ?

Nos pensées vont également à la population musulmane dont la stigmatisation va redoubler, qu'on va chercher, du plus haut de l'appareil d'Etat, à mettre au pas. D'ailleurs, ces derniers jours, se multiplient les agressions contre des citoyens arabes et noirs, contre des musulmans et des mosquées, dans le silence médiatique le plus pesant. Les organisations ouvrières et démocratiques doivent mettre un point d'honneur à placer cette population, ses enfants, salariés et leurs familles, sous leur protection !

Pour nous, unité contre la barbarie va de pair avec le rejet de « l'Union nationale » : unité contre la barbarie des bandes armées réactionnaires et unité contre la barbarie impérialiste. Deux formes de barbaries qui se nourrissent l'une de l'autre, contre les exploités et les opprimés du monde entier.

Nous partageons la réaction du dessinateur de Charlie-Hebdo, Willem, qui, dans la presse, déclare « vomir sur ceux qui, subitement, disent être nos amis [...] Nous avons beaucoup de nouveaux amis, comme le pape, la reine Elizabeth ou Poutine : ça me fait bien rire »

Nous appelons donc les organisations ouvrières et démocratiques à rompre ce carcan nauséabond et dangereux de « l'Union sacrée », de « l'Union nationale » manœuvre classique des gouvernants pour attacher les peuples à leur propre déchéance et dépendance aux plans anti-ouvriers en cours. A l'heure où s'applique le Pacte de responsabilité dicté par le Medef et les commissaires « européens ». A l'heure où tous les jours, des millions de salariés sont rejetés dans le chômage et la précarité sans fin, du fait exclusif de la politique des Sarkozy et Hollande, cette « Union



Marine Le Pen

nationale » tombe à pic pour tenter le sauvetage d'un gouvernement en crise et à bout de souffle.

En toutes circonstances et particulièrement en ce moment-ci, notre principe est le même :

Indépendance des travailleurs et de leurs organisations vis-à-vis de tout Etat, tout gouvernement, tout patron.

C'est une question vitale. Demain, c'est sans nous. Irrémédiablement. Mais nous sommes confiants dans la lucidité des opprimés qui sauront ne pas tomber dans le piège tendu. Qu'ils soient demain massivement dans la rue ne fera pas pour autant d'eux les proies de la manipulation de nos gouvernants, définitivement discrédités.

**La Commune,  
pour un Parti des travailleurs  
Paris, le samedi 10 janvier 2015, 23h.**

## Chronique d'une chute de régime

# « Corporatismes », anti-grévistes, loi Touraine et Union nationale...

« La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader. Un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude ... » *écrivait l'illustre Aldous Huxley. D'ailleurs, s'il était encore de ce monde, il verrait dans la Vème République française en chute libre l'amorce de cette hypothèse : une dictature aux apparences de démocratie mais, en revanche, incapable de domestiquer les masses, avide de manipulation et qui, nolens volens, prépare l'explosion.*

« Si vous n'êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment » prévenait Malcolm X. C'est ce à quoi s'appliquent les médias sous contrôle, au quotidien. Y parviennent-elles ? C'est une autre histoire car cette détestation leur revient comme un boomerang. S'adossant sur les lois scélérates qui se sont accumulées depuis plus de trente ans en une lente sédimentation, ces médias accusent dans tous les sens : cheminots, pilotes de ligne, médecins, musulmans, roms, pour le compte du gouvernement, du MEDEF et de l'Union Européenne des capitalistes et des banquiers. Dit autrement : Au compte de « ce pouvoir de la finance » dont Hollande jurait ses grands Dieux, dans un simulacre total [qui plut à Mélenchon, lequel fit mine d'en être dupe] qu'il était son « ennemi ».

### « Union sacrée » sans rivages à droite

Se faire élire « contre la finance » pour gouverner à son compte exclusif de celle-là, tel était le secret ( de Polichinelle) de Hollande, fort bien illustré et passé au peigne le plus fin dans le livre de Laurent Mauduit « A ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient ». Pour quelques jours, l'abjecte exécution de journalistes, dessinateurs, salariés de Charlie hebdo et policiers dont la mémoire est salie par « l'Union sacrée » sans rivages à l'extrême droite, remue le couteau et éclipse l'actualité sociale. Et, en particulier, la grève sans précédent des médecins contre le projet de loi Touraine.

Une loi qui intègre un cadeau empoisonné, car il s'agit bien d'un poison

contre la Sécurité sociale. Comme de bien entendu, les médecins sont suspectés, après les cheminots et pilotes de ligne de défendre leur intérêt corporatiste (il faudrait dire : corporatif) et de le placer au-dessus de l'intérêt général, incarné bien entendu par le désintéressé Pierre Gattaz, tennancier du Medef de père en fils.



Pierre Gattaz

Or, de même que les cheminots défendaient « le service public au service du public » vanté par les vieilles affiches de la SNCF comme cadre de la défense de leurs intérêts corporatifs et de classe, de même que les pilotes de ligne d'Air France se plaçaient aux avant-postes des intérêts de tous les personnels d'Air France, les médecins inscrivent leur combat dans le cadre de la défense de la Sécurité Sociale. Ce que la vox populi, remodelée par les sondages, semble avoir instinctivement compris, puisque 58% des personnes interrogées déclarent approuver la grève des médecins

### Quand le NPA dénonce la grève des médecins !

Mais si l'on en croit le NPA, ces « sondés » favorables aux médecins représentent « la meute qui hurle à la "prise d'otage" à chaque grève des cheminots ou des pilotes reste silencieuse cette fois-ci. ». Une « meute » qui n'existe que dans la tête des chefs de ce parti et illustre là encore leur mépris bureaucratique des masses. Mais de là à prêter renfort au ministre Touraine dans son bras-de-fer contre les médecins, restait encore un pas à franchir, sous la forme de la surenchère : « généralisation du tiers-

payant ».

Bien sûr, ils ne manquent pas d'exiger que les soins soient gratuits, remboursés intégralement par la Sécurité sociale. Mais c'est une façon comme une autre de masquer le sens réel de la mesure dite « phare » de la loi Touraine, à savoir cette fameuse généralisation du tiers-payant qui, inutile d'être devin pour le comprendre, va servir à transférer de la Sécu vers les mutuelles la charge d'une partie de plus en plus importante des remboursements de soins. Qui pourrait en être dupe ?

### «Intérêts corporatistes» ou défense de la médecine et de la Sécu ?

Il est donc navrant de lire, sous le sigle du NPA frappé de son porte-voix, que « La crise profonde que traverse la médecine générale ne peut trouver d'issue dans la défense d'un exercice libéral à bout de souffle et d'intérêts corporatistes (paiement à l'acte et course aux actes, refus du tiers payant, dépassements d'honoraires, totale liberté d'installation). ». Ou encore : « Contre l'intérêt des patients ils s'opposent, avec des arguments scandaleux, au principe même de la gratuité des soins, c'est à dire à un droit aux soins pour toutes et tous. » Les têtes pensantes du NPA relaient ici le discours antigreve classique, de type CFDT : les chemi-



## Chronique d'une chute de régime



nots contre l'intérêt des usagers, les pilotes de ligne contre l'intérêt des personnels au sol et maintenant, repris par le porte-voix NPA, les médecins qui veulent dépouiller les patients comme de vulgaires malfaiteurs, pour leur intérêt « corporatiste ». On dirait du « gaullisme de gauche ». Quelle aubaine pour Marisol Touraine de voir son projet de loi enveloppé de la complaisance inattendue et inespérée pour elle et son chef Hollande de la part du NPA !

Allons plus loin dans leur raisonnement enfumé : « *une personne sur quatre renonce, en France, à des soins pour des raisons financières.* » Totalement vrai. Mais qui est responsable de cet état des choses ? Les médecins ? La sécu ? Non pas : le gouvernement, l'Union européenne et ses directives contre le droit à la santé qui inspirent la loi Touraine. Personne d'autre ! Mais il faut bien dire que le NPA se refuse à lutter pour la rupture avec l'Union européenne et taxe de « souverainistes » ceux qui l'osent ! Difficile d'être plus compréhensif avec son propre impérialisme.

Sous les dehors d'une mesure « sociale », la généralisation du tiers payant participe de bout en bout à l'

'Hallali contre la Sécurité sociale que défendent, corps et âme, l'immense majorité des médecins (voir le détail ci-après)

### La carte vitale, une invention du Plan Juppé !

La carte vitale, composante du Plan Juppé de 1995, avait la même visée : un formidable « outil » pour contrôler, surveiller, ficher médecins et malades, pour taxer ceux qui se soignent trop et ceux qui soignent trop, en les opposant entre eux. Aussi Juppé doit se frotter les

mains à entendre le NPA monter en première ligne de défense de la carte vitale que nous dénonçons tous en 1995, sur les piquets de grève et dans nos AG. Pour être plus précis, c'est le médecin qui sera chargé du recouvrement des frais auprès des mutuelles (il en existe plus de 400).

Indéniablement, La loi Touraine vise à renforcer le pouvoir de contrôle des Agences Régionales de Santé (ARS) pour arriver aux 11 milliards de coupes sur les prestations maladie prévues par le pacte de responsabilité. Les médecins sont déjà ulcérés du contrôle tatillon et des pressions qu'ils subissent pour imposer des génériques ou diminuer les arrêts de travail. Ce qu'ils dénoncent comme « un flicage » devrait encore augmenter. Et de fait, c'en sera fini du secret médical, à la plus grande satisfaction des assurances et mutuelles privées !

### Quand LO voit juste

Fort heureusement, du côté de ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême-gauche, tout le monde n'épouse pas le discours réactionnaire du NPA contre les médecins. Lutte ouvrière en parle de façon beaucoup plus objective que la camarilla qui régent le NPA. Sous le titre : « *« pour une bonne santé, ne comptons pas sur le Gouvernement », nous lisons : « Pour les médecins, la loi santé de Marisol Touraine, en particulier, la généralisation du tiers payant est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Le tiers payant serait une bonne chose, un soulagement, car avancer 23 euros est un obstacle pour nombre de familles. Mais, une fois de plus, le gouvernement cherche à redorer son blason avec une mesure populaire sans que cela lui coûte quelque chose. Et tout retombera sur le dos des médecins. Parmi eux, il n'y a pas que des spécialistes des dépassements d'honoraires et des sommités qui se font grassement payer. Il y a aussi les médecins traitants qui enchaînent des journées*

*de 9 ou 10 heures et sont seuls à tout gérer. Ils craignent, en devant se faire payer par la Sécurité sociale et les quelque 300 mutuelles, des retards de paiements et un surcroît de travail administratif. Et on peut les comprendre ! »*

### Exiger le retrait du projet de loi Hollande-Touraine

En effet, la loi Touraine est une loi de destruction de la sécurité sociale et d'accélération du démantèlement-privatisation des hôpitaux publics ; il faut exiger sans l'ombre de la moindre complaisance son retrait. Ca n'est assurément pas la position de la direction du NPA qui préfère stigmatiser les médecins et dénoncer leur grève. Qui est donc réactionnaire dans cette affaire ? Mais ces anticapitalistes des jours de fête ont de la compagnie, en la personne du chef de FO, Mailly, qui, selon les propos rapportés par le Figaro considère « la réforme de la santé bonne "sur l'aspect de l'extension du POI sur cette épineuse question. Un joli front commun, NPA-POI-FO, on vit une époque formidable.

Quant à nous, nous sommes inconditionnellement du côté des médecins contre le gouvernement et ses attaques. Du côté de tous les exploités et des opprimés et, parmi eux, les médecins des villes et des campagnes.

Nous exigeons le retrait du projet de loi Touraine, incluant la généralisation de la Carte vitale, cheval de Troie contre la Sécu et les assurés sociaux dans leur ensemble.

**Daniel Petri. 9 janvier 2015**

#### SOURCES :

Article NPA <http://sante-secu-social.npa2009.org/spip.php?article5323>

Article Lutte Ouvrière <http://www.lutte-ouvriere.org/en-regions/bourgogne/revue-de-presse/article/pour-lutte-ouvriere-pour-une-bonne>

Position de Mailly (FO) <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2015/01/05/97002-20150105FILWWW00340-mailly-fo-reserve-sur-la-grève-des-medecins.php>

## Une tribune libre dans la journal Le Monde du 16 janvier 2015

# Contre « l'Union sacrée »

**Nous reproduisons ci-dessous une tribune libre parue dans le quotidien Le Monde du 16 janvier dernier. Notre rédaction partage, pour l'avoir écrit par ailleurs et ici même, ce point de vue. Par une virgule à enlever ni à rajouter. Des propos vrais, incontestables, qui honorent leurs auteurs. A faire circuler sans modération ni limites.**

La sidération, la tristesse, la colère face à l'attentat odieux contre *Charlie Hebdo* puis la tuerie ouvertement antisémite, nous les ressentons encore. Voir des artistes abattus en raison de leur liberté d'expression, au nom d'une idéologie réactionnaire, nous a révoltés. Mais la nausée nous vient devant l'injonction à l'unanimité et la récupération de ces horribles assassinats.

Nous partageons les sentiments de celles et ceux qui sont descendus dans la rue. Mais ces manifestations ont été confisquées par des pompiers pyromanes qui n'ont aucune vergogne à s'y refaire une santé sur le cadavre des victimes. Valls, Hollande, Sarkozy, Hortefeux, Copé, Merkel, Cameron, Juncker, Erdogan, Orban, Netanyahu, Liebermann, Bennett, Porochenko, les représentants de Poutine, Bongo... : quel défilé d'abjecte hypocrisie. Cette mascarade indécente masque mal les bombes que les Occidentaux ont larguées sur l'Irak depuis une semaine sur décision de ce carré de tête ; les milliers de morts à Gaza où Avigdor Liebermann imaginait employer la bombe atomique quand Naftali Bennett se rengorgeait d'avoir tué beaucoup d'Arabes ; le million de victimes que le blocus en Irak a provoquées. Ceux qu'on a vus manifester en tête de cortège à Paris ordonnent ailleurs de tels carnages.

« *Tout le monde doit venir à la manifestation* », a déclaré Valls en poussant ses hauts cris sur la « *liberté* » et la « *tolérance* ». Le même qui a interdit les manifestations contre les massacres en Palestine, fait asperger de gaz lacrymogènes les cheminots en grève et matraquer des lycéens solidaires de sans-papiers expulsés nous donne des leçons de liberté d'expression. Celui qui déplorait à Evry ne voir pas assez de « *Blancos* » nous jure son amour de la tolérance. Le même qui fanfaronne de battre des records dans l'expulsion des Roms se gargarise de « *civilisation* ». En France la liberté d'expression serait

sacrée, on y aurait le droit de blasphémer : blasphème à géométrie variable puisque l'« *offense au drapeau et à l'hymne national* » est punie de lourdes amendes et de peines de prison. Que le PS et l'UMP nous expliquent la compatibilité entre leur condamnation officielle du fondamentalisme et la vente d'armes à Ryad où les femmes n'ont aucun droit, où l'apostasie est punie de mort et où les immigrés subissent un sort proche de l'esclavage.

Nous ne participerons pas à l'union sacrée. On a déjà vu à quelle boucherie elle peut mener. En attendant, le chantage à l'unité nationale sert à désamorcer les colères sociales et la révolte contre les politiques conduites depuis des années.

Manuel Valls nous a asséné que « *Nous sommes tous Charlie* » et « *Nous sommes tous des policiers* ». D'abord, non, nous ne sommes pas Charlie. Car si nous sommes bouleversés par la mort de ses dessinateurs et journalistes, nous ne pouvons reprendre à notre compte l'obsession qui s'était enracinée dans le journal contre les musulmans toujours assimilés à des terroristes, des « *cons* » ou des assistés. On n'y voyait plus l'anticonformisme, sinon celui, conforme à la norme, qui stigmatise les plus stigmatisés.

Nous ne sommes pas des policiers. La mort de trois d'entre eux est un événement tragique. Mais elle ne nous fera pas entonner l'hymne à l'institution policière. Les contrôles au faciès, les rafles de sans-papiers, les humiliations quotidiennes, les tabassages parfois mortels dans les commissariats, les flash balls qui mutilent, les grenades offensives qui assassinent, nous l'interdisent à jamais. Et s'il faut mettre une bougie à sa fenêtre pour pleurer les victimes, nous en ferons briller aussi pour Eric, Loïc, Abou Bakari, Zied, Bouna, Wissam, Rémi, victimes d'une violence perpétrée en toute impunité. Dans un système où les

inégalités se creusent de manière vertigineuse, où des richesses éhontées côtoient la plus écrasante misère, sans que nous soyons encore capables massivement de nous en indigner, nous en allumerons aussi pour les six SDF morts en France la semaine de Noël.

Nous sommes solidaires de celles et ceux qui se sentent en danger, depuis que se multiplient les appels à la haine, les « *Mort aux Arabes* », les incendies de mosquées. Nous nous indignons des incantations faites aux musulmans de se démarquer ; demande-t-on aux chrétiens de se désolidariser des crimes d'Anders Breivik perpétrés au nom de l'Occident chrétien et blanc ? Nous sommes aussi au côté de celles et ceux qui subissent le regain d'antisémitisme, dramatiquement exprimé par l'attaque de vendredi dernier.

Notre émotion face à l'horreur ne nous fera pas oublier combien les indignations sont sélectives. Non, aucune union sacrée. Faisons en sorte, ensemble, que l'immense mobilisation se poursuive en toute indépendance de ces gouvernements entretenant des choix géopolitiques criminels en Afrique et au Moyen-Orient, et ici chômage, précarité, désespoir. Que cet élan collectif débouche sur une volonté subversive, contestataire, révoltée, inentamée, d'imaginer une autre société, comme *Charlie* l'a longtemps souhaité."

*Ludivine Bantigny, historienne, Emmanuel Burdeau, critique de cinéma, François Cusset, historien et écrivain, Cédric Durand, économiste, Eric Hazan, éditeur, Razmig Keucheyan, sociologue, Thierry Labica, historien, Marwan Mohammed, sociologue, Olivier Neveux, historien de l'art, Willy Pelletier, sociologue, Eugenio Renzi, critique de cinéma, Guillaume Sibertin-Blanc, philosophe, Julien Théry, historien, Rémy Toulouse, éditeur, Enzo Traverso, historien*



## Pour information : un courrier du Syndicat des Archives de France

# Crise dans la CGT

**Depuis 2 mois, la confédération CGT vit une crise de direction sans précédent. En effet, des dizaines de prises de position de fédérations et syndicats exigent la démission de Lepaon et de son bureau confédéral. Nous publions ci-après la motion adoptée par la CGT-Archives. Mais au fond, ces « affaires » ne sont que l'expression de la décomposition politique avancée de l'appareil stalinien qui le dirige.**

**Dernière minute : La manœuvre de Lepaon, démissionnaire, et visant à placer sa coterie à la tête du syndicat a finalement échoué. En effet, la candidature de Philippe Martinez au poste de Secrétaire général a été rejetée par le parlement de la centrale cégétiste (Comité Confédéral National). La crise continue donc jusqu'à la prochaine réunion du CCN prévue les 3 et 4 février prochains...**

Camarades,

Les membres de la Commission Exécutive du Syndicat des Archives de France CGT, réunis ce mardi 6 janvier 2014, ont débattu de la situation générale et des « affaires » qui agitent la CGT et dans lesquelles les noms et fonctions du camarade Thierry Lepaon apparaissent.

Entre la fin du mois d'octobre et le début de décembre 2014, la presse a successivement révélé que le Bureau Confédéral avait engagé 130 000 euros de dépenses pour les travaux de rénovation de l'appartement de fonctions du camarade Lepaon (un 4 pièces de 79 m<sup>2</sup> à Vincennes, Val-de-Marne), sans s'en porter acquéreur, et dont le loyer mensuel de 2 000 euros est également payé par la CGT ; que la rénovation du bureau de Montreuil du camarade Lepaon avait coûté environ 60 000 euros ; que le camarade Lepaon avait reçu une « indemnité » de 26 650 euros au titre des préjudices subis durant l'exercice des mandats qui lui étaient confiés en Basse-Normandie.

Camarades, toutes ces révélations sont aujourd'hui fondées, prouvées, avérées.

Le camarade Lepaon a beau se justifier et déclarer qu'il n'y a pas eu d'enrichissement personnel, le camarade Lepaon a beau expliquer vivre « modestement », et ne pas avoir un « train de vie différent de celui des salariés dans notre pays », il est trop tard, le mal est fait.

Au fond, ces affaires ne révèlent pas

seulement « des failles majeures dans le fonctionnement interne de prise de décisions », comme l'a dit le camarade Lepaon. Elles entachent l'honneur et la réputation de la CGT, portent préjudice à tous ses militants et syndiqués, et jettent le doute sur la probité et les qualités morales de ses plus hauts dirigeants. Ainsi, comme l'a reconnu le camarade Lepaon, aucune de ces décisions n'a été « ni débattue, ni validée par une instance ». Elles sont donc l'expression concrète de dérives bureaucratiques et anti-démocratiques qui n'ont pas leur place dans notre CGT.



Thierry Le Paon

En plus de ces inqualifiables dérives morales et militantes, il s'agit au

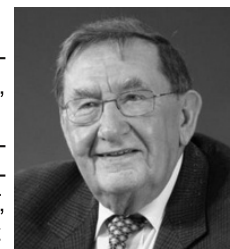
fond d'autant de fautes politiques majeures.

En effet, à l'heure où les salariés, les retraités, les jeunes sont écrasés par le chômage, la précarité, les bas salaires, la vie chère, où la liquidation de la sécurité sociale se poursuit et s'accélère, et alors que la population toute entière a besoin d'un outil syndical puissant, réellement combatif et répondant à ses besoins urgents, notre CGT se présente affaiblie, discréditée, enlisée dans les scandales. Dans ce cadre, nous voyons un lien de cause à effet direct entre ces affaires et le climat délétère qui les entoure et les résultats en baisse de la CGT aux élections professionnelles dans les Fonctions publiques le 4 décembre dernier. Evidemment, seuls le patronat et le gouvernement sont contents et voient en ces affaires un signal positif pour amplifier encore leurs politiques anti-ouvrières, anti-jeunes, anti-immigrés.

La CGT ne peut ni ne doit rester dans cette crise de direction sans précédent.

Nous ne voyons qu'une solution : la démission du camarade Lepaon et de tout le bureau confédéral. Ainsi, nous faisons nôtre la position et les propositions de la Commission Exécutive de l'UGFF-CGT du 8 décembre 2014 qui « considère qu'il est maintenant urgent que le secrétaire général et l'administrateur de la CGT doivent cesser leurs fonctions et que, de façon transitoire, la direction de la CGT soit assurée de manière collégiale. »

Nous rejoignons également les analyses du camarade Louis Viannet, secrétaire général de la CGT entre 1992 et 1999, quand il déclare publiquement hier que le camarade Lepaon devrait remettre son mandat : « Le secrétaire général se grandirait, en cette année de 120e anniversaire de la création de la CGT, en annonçant publiquement, et avant même la réunion du comité confédéral national, sa décision de remettre son mandat à la disposition du CCN. C'est, pour lui, la seule façon de participer positivement à l'écriture des pages à venir de l'histoire de la CGT. »



Louis Viannet

**Pour la CE du SAF-CGT  
Wladimir Susanj  
Secrétaire général**



## SDF, roms, pauvres, quand l'exemple vient d'en haut...

# Allez vous asseoir ailleurs ou allez mourir ailleurs !

*La France compte un peu plus de 130 000 femmes et hommes sans domicile. Elles ou ils dorment dans des foyers, dans la rue ou pour quelques uns dans leur véhicule. Dans la journée, pour ceux qui ne travaillent pas (un tiers des Sans Domicile travaillent), elles ou ils hantent les rues de nos villes à la recherche d'un endroit où se reposer, rencontrer d'autres SDF (le lien social passe par là), passer le temps. Mais cela dérange, donc il faut y remédier, et pour cela on leur interdit de stationner pour éviter aux nombreux bien-pensants de croiser leur regard. Histoire de bancs.*

**E**n 2007, Mothron le maire UMP d'Argenteuil avait ordonné aux employés municipaux de pulvériser sur les bancs de la ville un produit répulsif du joli nom de « Malodore ». Cet élite de la nation venait d'initier une méthode interdisant aux SDF le droit de vivre dans la ville.

En décembre 2014, Xavier Bonnefon le maire UMP d'Angoulême fait monter par les services techniques de la ville des grillages autour des bancs proches de la galerie marchande du Champ de Mars. La raison évoquée est la nuisance provoquée par les SDF auprès des clients de la galerie marchande. Il est vrai que pour bien consommer, il vaut mieux éviter le regards de ceux qui crèvent de faim. Les grillages ont rappelé à nombre d'entre nous, ceux des camps des années et d'une époque révolues.

### Un mobilier urbain anti-SDF

Dans la ville de Saint-Ouen, dans le 93, le bailleur social de Saint-Ouen Habitat Public a fait distribuer un tract dans les cités HLM, menaçant les locataires d'expulsion s'ils laissaient dormir des SDF dans le hall de leurs immeubles ou s'ils les nourrissaient. Voilà du du social bien organisé !

Mais de façon plus insidieuse, un certain nombre de villes de gauche ou de droite ont trouvé la parade en implantant des bancs où il est impossible de se coucher, Paris en est un exemple. A Paris toujours, la RATP a fait supprimer pratiquement tous les sièges et bancs dans les stations du métro.

Non seulement notre société met à la rue une partie de sa population, mais elle organise l'invisibilité de ce qui la dérange. Le gouvernement se rend complice de ces politiques d'apartheid. Nous devons imposer la construction de logements sociaux accessibles aux plus démunis, imposer l'ouverture de structures de jour pour accueillir celles

et ceux qui errent dans nos villes, et enfin imposer le droit au travail et à la dignité pour tous les laissés pour compte de la société capitaliste.

### Mourir à deux mois et demi.

Maria Francesca a été victime de la mort subite du nourrisson, cet accident qui arrive à quelques enfants, mais tous ne sont pas Roms vivant dans un bidonville dans une quelconque banlieue. Ses parents ont souhaité voir leur fille enterrée dans le village où ils vivent et où ses frères sont scolarisés. Mais quand on est Rom à Champlan et que le maire (divers droite) s'appelle Christian Leclerc, on vous dénie le droit d'y être inhumé. Le très réactionnaire maire de Champlan a refusé à sa famille la sépulture que chaque être humain est en droit d'avoir : « le cimetière est très petit et donc les places sont réservées à ceux qui paient des impôts locaux. Il est vrai que payer des impôts pour vivre dans un taudis serait du plus mauvaise effet (les habitants de Champlan qui n'en paient pas ont des cheveux à se faire. Rappelons qu'un français sur deux est exonéré d'impôt sur le revenu...).

### L'exemple vient d'en haut, n'est-ce pas Monsieur Valls ?

Maria Francesca sera finalement inhumée dans le village voisin de Wissous du maire UMP Richard Trinquier. Pour la petite histoire le même Trinquier a refusé, en juillet dernier, l'entrée à Wissous Plage à des femmes et à leurs enfants au prétexte que celles-ci portaient un foulard

islamique. Démocrate mais pas trop.

Le maire de Champlan s'est senti auto-riqué à cette décision abjecte, car comme l'a rappelé le prêtre qui a officié à l'enterrement de la petite Maria Francesca, la haine, l'exclusion sont des exemples qui viennent de bien plus haut. N'est-ce pas Manuel Valls, alors Sinistre de l'intérieur, qui a confié dans une interview : « des populations (les Roms) qui ont des modes de vie extrêmement différentes des nôtres et qui sont évidemment en confrontation, ont vocation à revenir en Bulgarie ou en Roumanie. Nous ne sommes pas là pour accueillir ces populations. »

### Bas les pattes devant les pauvres, bas les pattes devant les roms et les SDF!

Eh bien oui, l'exemple vient de plus haut, quand le gouvernement fait donner ses chiens de garde pour expulser, au petit matin, des familles entières. Quand ce gouvernement se félicite de battre tous les records d'expulsions vers l'étranger, remettant aux mains de la police et des milices fascistes de Bulgarie ou Roumanie les familles Roms dont on connaît les persécutions qu'elle y subissent

Nous devons affirmer haut et fort la responsabilité de ce gouvernement et sa complicité dans cette politique d'apartheid menée contre les plus défavorisés d'entre nous.

Bas les pattes devant les pauvres ! Bas les pattes devant les Roms !

Francis Charpentier,  
8 janvier 2015



*L'union européenne : plus que jamais, en sortir ou en mourir !*

## Gauche et gauche de la gauche dans une impasse mortifère

**La Sociale**

*Nous reproduisons ci-dessous, avec son aimable autorisation, un article de Jacques Cotta, co-animateur avec Denis Collin du site bien connu La Sociale, qui se fixe comme objectif des « Analyses et débats pour le renouveau d'une pensée de l'émancipation ».*

*Nous recommandons vivement ce site à nos camarades et lecteurs d'autant que sur des questions aussi vitales que les conséquences néfastes et nocives de la mise en place de l'Union européenne contre les classes ouvrières et les peuples, nous partageons très largement leur point de vue. Remerciements fraternels à Jacques Cotta et Denis Collin.*

Deux événements qui viennent de se dérouler ces derniers jours ne seraient qu'anecdotiques s'ils n'annonçaient une année 2015 d'enfer pour les peuples d'Europe, et singulièrement pour le peuple français. Le premier est la mise en garde menaçante à l'encontre des états du Sud, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, le Portugal notamment, et la France, de la part de Pierre Moscovici, l'ex ministre de François Hollande recasé à la commission européenne. Endossant le costume de socialiste père fouettard qui décidément sied si bien à la fonction de commissaire européen, l'ancien ministre hollandien a stigmatisé tout retard dans la mise en musique de la politique préconisée par Bruxelles, et menacé les états de « lourdes sanctions financières (...) si au mois de mars 2015 les objectifs n'étaient pas atteints » Le second s'est déroulé sur un plateau de télévision. Face aux représentants de ceux qui se définissent comme « la gauche de la gauche »- Jean Luc Mélenchon, Cécile Duflot, et Benoit Hamon dont l'attelage est pour le moins étrange- c'est une députée européenne allemande, véritable clone d'Angela Merkel, qui est venue « rappeler les français à leurs responsabilités » et indiquer en substance que « l'Allemagne ne tolérerait pas de nouveaux retards dans la chasse aux déficits et la mise en application d'une politique d'austérité rigoureuse ». Le tout appuyé sur un programme établi à l'écart des regards encombrants.

« Oui mais... » Ont répondu chacun à leur manière les trois invités sur le plateau.

« Vous avez signé les traités, maintenant il faut les appliquer ! Ce sont les exigences de l'Union Européenne... » a conclu madame Merkel bis.



### Les exigences de l'Union Européenne

Ce tir tendu aurait bien peu d'importance s'il ne venait appuyer des décisions qui ont été prises à Bruxelles sans aucune publicité. Les intitulés font figure de tarte à la crème, mais leur rappel donne une idée de l'ampleur du chantier auquel le gouvernement de François Hollande et Manuel Valls compte s'attaquer en obtempérant aux desiderata allemands et bruxellois.

Le Coût du travail d'abord. Malgré « le pacte de stabilité » et les dizaines de milliards d'euros accordés au patronat en échange de création d'emplois que tous s'accordent aujourd'hui à reconnaître bien illusoire, il faut plus. Sentant la période de Noël propice aux cadeaux redoublés, Pierre Gattaz et le Medef ont d'ailleurs décidé de mettre leurs pas dans ceux de l'Union Européenne qui demande à nouveau de « réduire les cotisations sociales patronales en allant au-delà du CICE », notamment pour ce qui concerne « les

plus bas salaires ».

Les allocations chômage ensuite. Il s'agit de revoir les accords de maintien dans l'emploi en vue « d'accroître leur utilisation par les entreprises en difficulté ». La chanson est la même que celle qui depuis des mois est fredonnée sur « la baisse des charges ». Il s'agirait de « réformer le système d'assurance chômage afin qu'il encourage le retour à l'emploi ».

Les dépenses de santé aussi. Il faudrait « diminuer » les dépenses publiques dans le secteur des « soins de santé, y compris dans le domaine pharmaceutique ».

Les retraites également. Là encore même chanson, même refrain. Il s'agirait de « prendre les mesures nécessaires » pour « ramener durablement le système des retraites à l'équilibre d'ici 2020 », cela « dans tous les régimes, en se concentrant notamment sur les régimes spéciaux et complémentaires existants ».

Les collectivités locales ne sont pas oubliées. Au nom des « doublons administratifs », aller vers « une fusion de

## L'union européenne : plus que jamais, en sortir ou en mourir !

collectivités » et « rationaliser les dépenses tout en réduisant les dotations octroyées par l'état ».

Les professions réglementées enfin. Il faudrait ainsi « supprimer les restrictions à l'accès aux professions réglementées » et « réduire les contraintes réglementaires dans le secteur du commerce » ce qui donne un certain relief au débat sur l'ouverture des boutiques le dimanche notamment...

Et la concurrence évidemment. Les tarifs réglementés du gaz et de l'électricité sont l'objet de toutes les inquiétudes au nom « d'une concurrence libre et non faussée ». De même le transport intérieur des passagers dont « le marché devrait être ouvert ».

En un mot, l'Union Européenne rappelle les états à l'ordre pour la mise en œuvre de la politique de dérégulation généralisée qui doit mettre à bas ce qui reste des acquis sociaux obtenus dans des mouvements historiques, les grandes grèves de 1936 ou la situation de double pouvoir installée dans le pays au sortir de la guerre en 1945-1947. L'obstination de l'U.E. est totale dans cette volonté de faire payer aux peuples la dette et les déficits organisés par le capitalisme dont les dernières crises –celle des subprimes en 2008– sont le point de départ des problèmes actuels. En France comme dans les autres pays, le bond du déficit vient en effet des années 2008 et 2009 avec les centaines de milliards injectés dans le système bancaire, les plans de relance et la baisse des recettes fiscales consécutives à la crise. Ainsi, pour la zone euro dans son ensemble, le déficit qui n'était que de -0,7% du PIB en 2007 est passé à -6,3% en 2009. Pour les pays de l'OCDE, de -1,3% en 2007, le déficit est de -8,2% en 2009. Mais il y a plus. Certains pays saignés par des plans de rigueur tels l'Irlande ou l'Espagne étaient en 2007 en excédent. Pour la France, les déficits s'élevaient à -2,3% en 2007 pour passer à -7,1 en 2010.

### Les conséquences

Ces recommandations impératives de l'Union Européenne à tous les Etats ont déjà été partiellement mises en œuvre dans un pays test de l'Union, la Grèce, qui a joué malgré elle le rôle de cobaye permettant de déterminer le



Pierre Moscovici

seuil de tolérance du peuple à des mesures qui mettent directement sa survie en danger.

Sur toutes les questions la Troïka –c'est-à-dire l'Union Européenne, la banque centrale européenne et le fond monétaire international– a œuvré au nom de la dette et des déficits, dès le lendemain de la crise des subprimes.

Les conséquences ont été radicales dans tous les secteurs vitaux pour la population. Pour les salaires et l'emploi, la précarisation est devenue un luxe tellement les emplois ont été par centaines de milliers supprimés. Pour les jeunes le taux de chômage a explosé. Pour les vieux, les retraites ont été amputées au point de jeter dans la mendicité et dans l'indigence des centaines de milliers de grecs qui jusque là étaient épargnés. Les suicides à répétition sont venus rappeler cette terrible réalité. Pour les chômeurs les allocations ont été supprimées. Pour la santé, ce sont des associations caritatives ou « Médecins du Monde » qui ont été contraintes de venir prendre la place de services qui ont été fermés. Les collectivités ont vu leur budget réduits, certaines étant contraintes de se déclarer en faillite, c'est-à-dire de tout arrêter, du jour au lendemain, se trouvant dans l'incapacité d'honorer le moindre engagement financier.

Ce sont les peuples qui paient, pendant qu'à l'autre bout de la société l'enrichissement se poursuit, la richesse étant captée par une petite minorité. La Grèce encore et toujours avec l'arrogance des grands armateurs (dont l'exonération d'impôt est inscrite dans la constitution, comme l'est d'ailleurs celle dont jouit l'église orthodoxe) qui ont accumulé leur richesse dans la dernière période comme jamais ils n'avaient pu le réaliser, proportionnellement à la pauvreté qui s'est répandue dans toute la société.

Sur toutes ces questions vitales, l'Europe sous le coup de l'Union européenne doit devenir la Grèce. C'est une véritable déclaration de guerre contre notre pacte social qui est ainsi procla-

mée. Quelques piliers permettent encore de limiter les dégâts du capitalisme intégral qui est en train de poser ses exigences. Mais c'est au détriment des profits qui peuvent encore être tirés, et c'est précisément cela que le système et l'oligarchie qui est à la tête des institutions ne tolèrent pas. Sécurité sociale, enseignement, retraites, santé, services publics dans leur ensemble, collectivités, communes et départements, démocratie, république, voila les enjeux essentiels de la période qui est devant nous.

### De la gauche...

C'est dans ce contexte que les positions méritent d'être appréciées. La gauche poursuit dans une voie suicidaire pour elle-même –ce qui en soi n'est pas d'une grande gravité– mais surtout pour le pays et le peuple.

Le gouvernement qui représente une part importante de la gauche –avec le parti socialiste et jusqu'à il y a peu les verts– se révèle être le premier parti en France à défendre les intérêts du capital

financier contre ceux du travail. Les discours passés ne peuvent en effet faire oublier la réalité. François Hollande qui déclarait pour se faire élire « mon ennemi est la finance » dans son meeting du Bourget a promu « le socialisme de l'offre » au nom du réalisme, lorsque son premier ministre Manuel Valls s'est fait



Emmanuel Macron

l'adepte numéro 1 de l'entreprise dans le pays. Le « pacte de stabilité » élaboré par Emmanuel Macron lorsqu'il était un des conseillers de François Hollande à l'Elysée est aujourd'hui mis en œuvre par Emmanuel Macron devenu ministre. Les critiques médiatiques faites au MEDEF qui « ne respecte pas ses engagements en terme de création d'emplois » ne peuvent donner le change. D'ailleurs au gouvernement chacun dissipe vite le doute. Le pacte de stabilité a été voté, et il sera appliqué ! Pierre Gattaz est rassuré, au point d'ailleurs d'en demander toujours plus...

A première vue, il est étonnant de voir le parti socialiste continuer dans une voie qui le mène sur les traces du Pasok en Grèce, ou encore de la gauche italienne. Les prochaines élections

## L'union européenne : plus que jamais, en sortir ou en mourir !

risquent bien d'être absolument impitoyables pour un parti et un gouvernement qui fait des directives de l'union européennes l'alpha et l'oméga de sa politique. Le parti socialiste voit le nombre de ses adhérents fondre au fur et à mesure de ses défaites électorales. Les projections qui doivent certes être prises avec précaution mais qui méritent une certaine considération donnent en cas d'élections législatives une cinquantaine de sièges à la gauche, soit une perte de plus de 200 circonscriptions. Un rejet à la hauteur de celui qui frappe la politique de l'UE et les institutions européennes.



Evángelos Venizélos, leader du Pasok

Au sein du parti socialiste, les « frondeurs » veulent faire acte de résistance. Mais pour cela ils se contentent de s'abstenir sur les textes clés au prétexte qu'il ne faudrait pas permettre le renversement du gouvernement ... de gauche. Débat fou enfermé dans la camisole des sigles. Car que signifie « gouvernement de gauche » lorsque le gouvernement concerné mène à vitesse accélérée la politique la plus réactionnaire qui soit, celle dont rêvait Nicolas Sarkozy lorsqu'il était au pouvoir et qu'il était incapable d'appliquer. On voudrait nous faire croire que la question est tactique. En réalité elle est politique. C'est le refus de rompre avec l'Union Européenne, cette construction politique qui n'a rien à voir avec l'Europe mais qui est au service exclusif du capital intégral contre les peuples et les nations, qui explique cette position absurde des « frondeurs » qui restent à la remorque d'un gouvernement et d'une politique qu'ils ont beau jeu de critiquer. Certains vont même jusqu'à s'assigner l'objectif de « sauver le quinquennat ». Absurdité, quand tu nous tiens... Leur sort aussi est noué car qui peut croire que l'électorat demain fera la différence

entre le socialiste actif qui revendique le pacte Macron et le socialiste « critique » qui aura dans la douleur permis la mise en pratique de la politique gouvernementale. A tergiverser, ceux-là aussi seront balayés, comme les autres...

### ... A la gauche de la gauche, quelle réalité ?

La gauche de la gauche se présente comme une alternative mais qu'en est-il en réalité ? France 2 nous a présenté un curieux attelage. Quoi de commun en effet entre Jean Luc Mélenchon du « front de gauche » qui se veut « eurosceptique », Cécile Duflot des « verts » qui se revendique « europhile » et Benoit Hamon des « frondeurs socialistes » ou encore « eurocritique ». Différence de forme indiscutablement. Différence de fond aussi sur les mois qui viennent, le troisième à l'inverse des deux autres conditionnant toute initiative à une fidélité réaffirmée au parti socialiste, au gouvernement et au premier ministre. Ainsi les deux premiers semblent se distinguer du troisième par un discours « plus à gauche ». Mais que valent les apparences ?

Au risque de choquer, ne faut-il pas reconnaître que des trois, celui qui exprime une logique certes mortifère, mais implacable, est bien le troisième. Car ils ont ensemble un point commun. Aucun ne tire le bilan collectif qui d'ailleurs mettrait en cause son propre bilan personnel au point de conclure la nécessité de rompre avec l'Union Européenne, la banque centrale et l'euro. Dès lors au risque de déplaire, ne faut-il pas reconnaître que mise à part la forme, tous demeurent dans le cadre politique qui est celui du pacte de stabilité, d'Emmanuel Macron, de Valls et Hollande, le cadre que fixe l'U.E. au nom de laquelle le « socialiste » Pierre Moscovici nous rappelle à l'ordre. La réalité politique nous indique qu'il n'y a pas d'espace pour une Union Européenne différente. L'amalgame entre Union Européenne et Europe relève être une escroquerie. La première est une construction au service du capital financier, la seconde est faite de Nations que l'U.E. veut détruire et de peuples qu'elle désire assujettir. L'acceptation de l'U.E. ne peut donner aucune crédibilité aux propositions qu'il est même dès lors difficile d'entendre.

La « révolution écologique », la réorganisation de notre avenir autour de « l'économie marine » apparaissent comme des gadgets dès lors que le discours n'est pas préfacé par les conditions politiques nécessaires à toute autre orientation, c'est-à-dire à la sortie de l'U.E. et de l'Euro.

Ce cadre commun que constitue l'UE et l'Euro à la gauche et la gauche de la gauche, qu'elle soit plus ou moins critique, ouvre un boulevard au discours radical et démagogique de Marine Le Pen. En ne se réappropriant pas la Nation, la Patrie, le Peuple, la gauche sous toutes ses variantes déroule un véritable tapis sous les pieds de l'extrême droite qui sait se saisir des vraies questions pour apporter ses réponses xénophobes et dévoyer les couches sociales les plus faibles du combat uni pour la défense des intérêts du travail contre le capital.

La période est à une remise en cause généralisée qui passe par la destruction des Nations et des Etats. Avec l'U.E. se prépare dans les discussions secrètes engagées avec les Etats-Unis le traité transatlantique qui devrait généraliser à tous les secteurs la domination du privé, la liquidation des Nations et des Etats, la liquidation du public. Privatisations dans tous les domaines, négation de la démocratie, liquidation des droits sociaux, militarisation de la répression sociale... L'issue peut-elle faire l'économie de la reconquête de notre quintuple souveraineté, la monétaire confisquée par la BCE et l'Euro, la politique interdite par l'UE, la militaire entravée par l'OTAN, l'économique qui passe par l'établissement de barrières douanières lorsque nécessaire, la financière enfin qui nécessite l'abrogation de la loi Pompidou-Rotschild de 1973 qui livre l'état français aux marchés privés...

Que vaut alors toute proposition qui fait l'économie des conditions préalables à une politique différente ? Qui ne pose pas comme point de départ la nécessaire rupture avec l'UE, la BCE, l'OTAN et l'ensemble des structures supranationales qui interdisent aux peuples d'exercer leur droit à disposer d'eux-mêmes et qui nous mènent collectivement à la catastrophe annoncée...

Jacques Cotta  
Le 7 décembre 2014.  
(<http://la-sociale.viabloga.com/>)

## Crise économique mondiale

# Quelques réflexions sur une crise... qui n'en finit pas...

*Si nous devons définir les caractéristiques principales de la crise économique mondiale ouverte en 2007-2008, nous devrions faire une référence obligée à l'augmentation du capital spéculatif qui connaissait une croissance exponentielle dans les dernières décennies, dépassant largement le capital réinvesti dans la production. Puis, en second lieu souligner que le secteur frappé et à l'origine de la crise est celui de l'immobilier, avec sa réfraction en particulier sur les banques qui avaient des hypothèques démesurées sur les propriétés.*

Ce phénomène a obligé l'impérialisme nord-américain et européen à faire fonctionner « la planche à billets » pour le sauvetage des établissements de crédits, des banques et des établissements financiers. La troisième caractéristique est sans aucun doute que pour la première fois depuis des décennies la crise a frappé directement les pays au centre de l'économie mondiale (USA et les principaux pays européens), ce qui explique la comparaison quasi immédiate avec la crise des années 30.

### L'explosion de la bulle immobilière

Avant l'explosion de la bulle financière immobilière, d'énormes masses de capitaux spéculatifs s'investissaient dans d'autres secteurs de l'économie. Le plus concerné était celui de l'alimentation et des biens de consommation, qui vit ses prix augmenter de 200-300% en moins d'un an ou deux. Mais avec le temps il fut évident que ce secteur ne reproduisait pas et de loin, la plus-value produite par les travaux publics, la construction immobilière d'où son abandon. Ceci, combiné à la stagnation-récession d'une grande partie de l'Europe conduisit à ce que d'énormes masses d'argent venant du vieux continent et de la Chine allèrent se réfugier aux USA (accomplissant une vieille loi du capital qui, face à chaque crise, se

réfugie chez l'économie impérialiste dominante). Ce qui permit à l'impérialisme américain d'investir d'énormes masses d'argent dans le secteur financier, de sauver ses banques et de distribuer des prêts à l'industrie tout en augmentant l'exploitation du prolétariat US qui atteignit dans ces années la plus grande extraction de plus-value. Les investissements réalisés et les obligations émises par la FED augmentèrent de 300 %, et la concentration économique dans des entreprises comme Apple par exemple ont connu le même sort avec une augmentation de son capital de 300% et avec presque un tiers d'augmentation en liquidités. Ceci a permis aux USA de ne pas tomber dans une profonde récession, et dans ces dernières années de connaître une croissance de 2 à 4%, une croissance démographique pour retourner la tendance à la destruction massive d'emplois que l'on enregistré au début de la crise dans les années 2008 et 2009.

### Aucune nouvelle branche d'industrie créée

En dehors de la crise, le problème que rencontre l'impérialisme en général et celui des USA en particulier c'est que dans les dernières années il n'y a pas eu de nouvelles branches dans l'industrie de production de masse (à l'exception des

communications, des portables smartphones et autres Iphones, software, etc.) dont on pourrait extraire une quantité de plus-value extraordinaire et



à partir de laquelle on peut récupérer un taux de profit en hausse et ainsi entraîner le reste de l'économie mondiale, comme ce fut le cas dans l'histoire avec l'industrie automobile, l'aéronautique, les trains ou les infrastructures énergétiques, qui ont une projection et une distribution mondiale. Cette absence de nouvelles branches de production massive avec un taux de profit élevé est un moteur d'incitation aux luttes au niveau mondial, surtout parmi la jeunesse, qui est à l'avant-garde dans la majorité des soulèvements de masse. C'est ainsi parce qu'historiquement les nouvelles branches de production, avec une plus grande technologie appliquée requièrent et permettent l'incorporation de nouvelles générations de travailleurs dans le processus de production. Les luttes et les mobilisations de la jeunesse au niveau mondial pour un « premier emploi » rendent compte de ce profond phénomène lié à la crise économique mondiale dont nous souffrons.

### Le miracle-mirage chinois a ses limites

Ainsi va le monde, l'économie mondiale ne pouvant pas se récupérer par des



## Crise économique mondiale

branches avec un taux de profit élevé, la lutte engagée, de plus en plus féroce, est celle pour la plus-value mondiale. Sous cet aspect le problème dépasse largement le processus productif en soi. Y interviennent des facteurs idéologiques tel « le style de vie américain »,

être la plus grande en volume, c'est qu'elle se base en volumes de production, et comme toute économie de volume elle a un taux de profit faible, sans atteindre jusqu'à aujourd'hui les niveaux de technologie de pointe proche des USA, de l'Allemagne ou du Japon.



la « société de consommation », la dépendance à la langue, le dollar comme monnaie mondiale et fondamentalement l'appareil répressif mondial dirigé par les USA qui soutient les politiques et les investissements impérialistes dans le monde entier. De mon point de vue, ni la Chine (et encore moins les pays dits « émergents ») n'y sont arrivés. Croire en la perspective d'un changement rapide de cible de la part de l'impérialisme me paraît peu réaliste. Il suffit de dire que personne au monde ne soutient le « style de vie chinois » où seulement 200 du 1 milliard 200 millions d'habitants ont un niveau de vie cor-



respondant aux standards capitalistes et où la sanction contre ceux qui dénigrent le régime consiste à la « déportation » à l'intérieur du pays. Sans parler de la barrière de la langue qui est pratiquement insoluble aujourd'hui. L'autre problème de la Chine, en dépit d'être une immense économie, peut-

Il existe des études qui démontrent que plus d'un tiers de la production chinoise, particulièrement dans la haute technologie est fourni par ces pays centraux qui en reçoivent évidemment la plus-value.

### L'avenir de la planète est en jeu

Dans la lutte entre les économies nationales, la Chine se prépare à rentrer en compétition avec l'empire US, investissant dans différents pays, comme c'est le cas en Amérique latine (pour ne pas toujours tomber dans l'investissement en bons de trésor US) et essayant d'augmenter sa puissance militaire en passant des accords avec la Russie par exemple. La lutte est féroce et si l'impérialisme ne trouve pas de nouvelles branches de production ou ne peut augmenter qualitativement la plus-value à partir d'une défaite des masses à l'échelle mondiale, le seul chemin qui lui restera est celui de la destruction massive de forces productives comme il le fit en d'autres occasions. Si l'hypothèse d'une grande guerre mondiale n'est pas, aujourd'hui à l'ordre du jour, cela ne veut pas dire que les révolutionnaires ne doivent pas l'envisager. Par-dessus tout, la crise est si profonde qu'elle peut aboutir en défi-

nitive à la destruction de la planète à travers la pollution, produit de l'exploitation minière et pétrolière, la dégradation et décomposition de l'eau et des sols, etc.

### Une crise qui s'approfondit

Enfin, en ce qui concerne la situation immédiate, il est évident que la crise continue et que loin de se résoudre, elle s'approfondit de jour en jour. Voilà moins d'un mois que la FED, la banque fédérale US annonçait qu'elle cesserait d'injecter des dollars dans l'économie pour qu'elle puisse se développer de manière plus normale du point de vue du marché et cela fait quelques jours qu'elle a été obligée d'intervenir en raison de la chute du prix du pétrole, évoquant l'augmentation des taux d'intérêts, ce qui conduit à augmenter les tendances spéculatives contre l'investissement productif. De son côté la Chine, elle-même, se retrouve sous la loupe, pas seulement parce que les chiffres de sa croissance sont passés en dessous de deux, mais parce que les investisseurs ont des doutes sur la santé de son économie. En d'autres termes, ils ont des doutes sur ces chiffres qui pourraient être le produit d'une manipulation pour apparaître moins mauvais qu'ils ne le sont en réalité. Et sans doute existe-t-il des raisons valables pour les soupçonner, sachant que la destination des exportations du géant asiatique fut toujours les USA et l'Europe ; et dans ces conditions, il est plus que cohérent que, rentrant en stagnation ou directement en récession, les deux blocs qui soutiennent pratiquement les 70% de la consommation mondiale de marchandises, le grand producteur de celles-ci, la Chine, souffre en conséquence d'un grave choc dans la mesure où la crise s'étend depuis plusieurs années sans que rien ne semble pouvoir la résoudre.

**Gérardo Uceda, membre de la direction du MST-nouvelle gauche. Buenos Aires, 12 décembre 2014**

**Traduction réalisée par Paul Dumas, le 1 janvier 2015**

L'auteur,  
Gérardo Uceda



## Argentine : 9ème congrès du Mouvement socialiste des travailleurs Argentins

**Du 6 au 8 décembre dernier, s'est tenu le 9ème congrès du mouvement socialistes des travailleurs d'Argentine. De nombreuses délégations internationales étaient présentes, en particulier Luciana Genro, dirigeante du MES/PSOL du Brésil, Niemer Evans, dirigeant de Marea Socialista du Venezuela, ainsi que des représentants de nos sections du Paraguay, d'Uruguay, du Chili....**

**Une délégation de la section française était représentée avec Pedro Carrasquedo et Wladimir Susanj. Un congrès enthousiaste, qui s'est donné comme but immédiat la création d'une nouvelle gauche argentine pour faire face aux privilèges et à l'exploitation. Reportage**



### Discours de Vilma Ripoll

« Sous le drapeau de la lutte pour l'environnement, la défense des femmes travailleuses et la lutte sociale.

Dans notre congrès nous allons débattre de la perspective des tâches en rapport avec nos trois priorités.

Le drapeau vert des droits écologiques, contre le capitalisme extractiviste, les entreprises qui détruisent la terre, l'eau, la vie ; qui saccagent et contaminent comme Chevron, Monsanto, ses agros-toxiques et sa loi sur les semences. C'est pourquoi nous impulsions le réseau éco-socialiste.

Le drapeau violet des droits des femmes et de la diversité. Nous devons continuer la lutte pour une loi du droit à l'avortement, que Cristina et les partisans du système ont mise au fond des tiroirs du Congrès des députés sur ordre du pape.

Pour une loi d'urgence contre les violences faites aux femmes avec un budget pour des maisons-refuge, des soins et une assistance aux femmes.

Contre les meurtres de femmes, comme le cas de Paola à Cordoba où la lutte de notre parti et de la gauche a permis de sauver la vie de Martina, que l'assassin aille en prison et à aussi permis de mettre l'écart le procureur.

Contre cette justice machiste et patriarcale, il faut plus que jamais porter fort notre protestation pour que juges et procureurs soient élus par un vote populaire. Tout autant que les commissaires de police comme partie intégrante d'une réforme policière totale.

Et bien sûr continuer à exiger l'égalité réelle pour la communauté LGBT et la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Et l'arrêt des subventions par des millions aux écoles religieuses et privées

Le drapeau rouge des droits sociaux :

Continuer contre ce modèle, contre le paiement de la dette, contre l'inflation, annuler l'IIVA (TVA, NDLR) sur les produits de première nécessité ; augmenter les salaires et les retraites. Pour une loi interdisant les licenciements, pour la nationalisation des entreprises qui ferment ou licencient. »



**Alejandro Bodart, député de Buenos Aires, dirigeant du MST**

« C'est un honneur pour moi de représenter mon parti dans la bataille électorale qui vient et de clôturer ce meeting d'ouverture de notre 9ème congrès. Je veux porter un salut fraternel à tous les délégués, aux camarades venus d'autres pays, aux amis qui nous accompagnent dans notre lutte.

La crise d'une profondeur jamais atteinte frappe le cœur de l'Europe et les Etats-Unis eux-mêmes. Commencent alors à surgir de nouvelles expressions politiques en Espagne avec la construction de Podemos, surgi de l'indignation de dizaines de milliers d'espagnols contre les plans d'ajustement et les privilèges de la caste politique. Podemos a déjà dépassé les vieux partis, mais aussi la vieille gauche qui n'a pas été à la hauteur des circonstances, telle Izquierda Unida.

En Grèce, un groupe de nos amis est rapidement passé de 4% à la victoire à la mairie d'Athènes ! Et ils sont premiers dans les sondages pour les élections présidentielles.

La crise coûte cher aux capitalistes. Dans notre congrès, nous allons discuter et approfondir nos réflexions sur ces phénomènes, en particulier celui sur l'extraordinaire développement actuel de Marea Socialista, au Venezuela, notre organisation sœur (...).

Nous voulons une nouvelle gauche en marche. Nous voulons qu'elle soit unitaire mais si certains n'ont pas cette volonté, le MST se présentera aux élections à la Présidentielle et aura des candidats dans la plupart des provinces.

Nous voulons mener une grande bataille culturelle pour une nouvelle gauche car, si seuls les sectaires se renforcent dans ce pays, c'en serait fini de la révolution. Car ces gens-là mèneraient à l'échec une nouvelle avant-garde qui surgit de toutes les luttes actuelles. Nous voulons renforcer, fortifier une organisation qui lutte aussi pour l'unité et pour une nouvelle gauche, neuve et combative. Nous allons au-devant de grandes convulsions. C'est pourquoi il nous faut un outil pour imposer une autre politique que celle qui jette aujourd'hui notre peuple dans la misère. Nous ne serons pas complices de cela. »



## Argentine : 9ème congrès du Mouvement socialiste des travailleurs Argentins



### Luciana Genro, dirigeante du MES/PSOL et candidate à la Présidentielle au Brésil

« Je vous remercie pour cette invitation à ce Congrès et vous apporte ici le salut du MES/PSOL, un courant qui est honoré d'avoir des relations fraternelles avec le MST depuis très longtemps. Je suis venue ici à de nombreuses reprises et j'ai beaucoup appris à votre contact. Et c'est un honneur pour moi d'avoir été candidate à la Présidentielle au Brésil pour le PSOL. J'ai eu ainsi l'occasion d'être la porte-parole de ceux qui occupèrent les rues du Brésil en juin 2013, dans ce grand soulèvement populaire et de la jeunesse.

Le Brésil n'est plus le même depuis ces événements. Ces changements se sont exprimés dans les récentes élections avec les résultats du PSOL où nous avons obtenu 1.600.000 voix, arrivant ainsi en quatrième position. Nous avons obtenu cinq députés nationaux et douze au niveau des

provinces.

Mais, plus encore que ces résultats, nous sommes heureux d'avoir obtenu un tel écho populaire et en particulier parmi la jeunesse. Depuis ces élections, nous voyageons dans tout le pays, et nous réunissons partout de nouveaux militants là où nous n'avions pas encore.

C'est un grand changement pour le PSOL.

Je suis sûre que le MST et la nouvelle gauche que vous construisez vont devenir partie constitutive fondamentale d'une nouvelle direction socialiste et révolutionnaire pour le peuple argentin. Le PSOL est avec vous. »



### Elia Espen, Mère de la place de Mai, ligne fondatrice

« J'ai le droit de penser, de dire et d'aller où j'ai envie... Nous devons pour nos disparus, pour les travailleurs et pour tous, nous unir dans un grand front et de gauche. »

C'est ainsi que Elia Espen a conclu son vibrant et émouvant salut à notre meeting d'ouverture du 9ème congrès.

Elia Espen est Mère de la place de Mai, Ligne fondatrice et dirigeante de la Centrale des travailleurs Argentins (CTA).

Nous la remercions chaleureusement pour sa présence.



### Nicmer Evans, dirigeant de Marea Socialista au Venezuela

« Merci pour toute cette chaleur humaine et latino-américaine qui se dégage de ce meeting, en particulier venant de la jeunesse.

Aujourd'hui, dans Marea Socialista, que nous construisons depuis des années, nous nous sentons avec vous, accompagnés dans la lutte que nous

sommes en train de mener.

Il y a en effet besoin de revendiquer les valeurs de la gauche que malheureusement le gouvernement du Président Maduro est en train d'oublier. Il est en train de gérer le pays comme ce fut le cas sous la quatrième république, en saccageant littéralement la rente pétrolière.

Notre lutte consiste à défendre l'éthique socialiste. Certains d'entre nous ont été de ce fait exclus du PSUV (Parti socialiste uni du Venezuela créé par Chavez).

Car nous avons élevé la voix contre la corruption qui gangrène toute la société vénézuélienne.

Nous, Marea Socialista avons décidé de n'être les supplétifs de personne et nous croyons nécessaire la prise de pouvoir. »

### Les débats du congrès

Le Congrès de nos camarades du MST d'Argentine s'est tenu du 6 au 8 décembre et a consisté en trois journées d'un intense débat.

Les délégués élus par les assemblées électives générales aux quatre coins du pays ont synthétisé des mois et des mois de discussions sur la base des projets de documents présentés par la direction sortante.

Discussions intenses sur la situation

nationale et le bilan des derniers mois d'activité ; discussions sur l'orientation à mener dans la prochaine période, discussions sur la crise économique et politique internationale et la nouvelle étape ouverte, parsemées de conflits mais aussi de nouvelles chances pour le développement des alternatives anticapitalistes.

Ce Congrès a constaté la croissance et le développement du MST et son

extension d'envergure nationale. Tout autant que son implantation dans de nouveaux secteurs sociaux, dans les cités et quartiers. La formule « Bodart-Ripoll » qui sera celle dans les prochaines échéances électorales a été ratifiée avec enthousiasme par les délégués.

Le Congrès s'est conclu par l'élection de la nouvelle direction du MST ainsi que de sa commission de contrôle.

## Argentine : 9ème congrès du Mouvement socialiste des travailleurs Argentins



1 200 militants assistent à l'acte d'ouverture du 9ème congrès national du MST, Université des Sciences économiques de Buenos Aires, vendredi 5 décembre 2014.



De droite à gauche : Roberto, dirigeant du MES/PSOL (Brésil) ; Sergio Garcia, dirigeant du MST (Argentine) ; Izrael, dirigeant du MES/PSOL (Brésil).



De droite à gauche : Alejandro Bodart, député de Buenos Aires, secrétaire général du MST, candidat à l'élection présidentielle argentine de 2015 ; Vilma Ripoll, ancienne députée de Buenos Aires ; candidate à la vice-présidence argentine de 2015, dirigeante du MST ; Luciana Genro, dirigeante du MES/PSOL, ancienne candidate à l'élection présidentielle brésilienne ; Nicmer Evans, dirigeant de Marea Socialista (Venezuela).



Meeting inaugural du 9ème Congrès du MST. A la tribune, les délégués nationaux et internationaux. A droite Pedro Carrasquedo pour La Commune, de France



Wladimir Susanj délégué de La commune avec Carlos Carcione, dirigeant du MST et de Marea Socialista



De droite à gauche : Carlos Carcione, dirigeant de Marea Socialista (Venezuela) ; Pedro Carrasquedo, dirigeant de La Commune (France) ; Nicmer Evans, dirigeant de Marea Socialista (Venezuela).

## Le Venezuela à la croisée des chemins

*Pendant deux mois, entre février et avril 2014, l'extrême droite vénézuélienne s'est lancée dans une spirale de manifestations violentes contre le gouvernement de Nicolas Maduro, le Président de la République, élu en avril 2013 avec 50,7% des voix. Le bilan des affrontements s'est soldé par 40 morts. Le but de ces manifestations n'est autre que la volonté de remettre en cause les conquêtes sociales, économiques et politiques du processus bolivarien ouvert par l'élection d'Hugo Chavez en décembre 1998 à la présidence de la République.*

Ces conquêtes sont le fruit de la résistance au coup d'état de 2002 et sa mise en échec par la classe ouvrière. C'est à partir de là que furent mises en place les « missions », que les syndicats furent reconquis par la base avec le combat pour les conventions collectives. Par ailleurs la bourgeoisie perdit le contrôle sur la production pétrolière et du gaz.

Pour remettre en cause toutes ces avancées sociales, deux voies s'ouvrent à la bourgeoisie : se saisir du mécontentement social produit de la crise économique pour faire chuter le gouvernement par des manifestations de rue ou par la voie électorale. Quelle que soit la forme, le fond est le même.

### Pacte de paix

La politique du Président Maduro est loin de répondre à ce qu'attend le peuple vénézuélien. Alors que se fait sentir cruellement une baisse dans l'approvisionnement des produits alimentaires, que le dollar s'envole avec une inflation galopante, le gouvernement cherche un accord politique avec ceux qui ont une seule obsession : en finir avec la République bolivarienne. Au pacte pour la paix proposé par le gouvernement au mois de mars, les chefs d'entreprises les plus puissants du pays ont répondu par un programme de gouvernement en 12 points : annulation de la loi sur les justes prix, paiement en dollar de la dette, mobilité des postes de travail, etc. Et le gouvernement Maduro décide de négocier l'ensemble de ce programme. L'opposition veut liquider le contrôle de l'état sur la rente pétrolière et le gouvernement cède. Le pacte pour la paix économique n'a donné aucun résultat favorable aux travailleurs. Les prix, libérés de fait, continuent de s'envoler à un rythme qui donne le vertige. Le salaire minimum,



Nicolas Maduro

après avoir été le plus élevé d'Amérique latine est tombé au niveau de celui d'Haïti, et comparer avec les prix locaux c'est la moitié du panier de la ménagère. Le manque d'approvisionnement des produits de première nécessité conduit à la formation de longues files devant les magasins ou à l'achat au marché noir à des prix deux à trois fois ceux du marché normal.

### Face à la crise

Le PSUV dont le III<sup>e</sup> Congrès s'est terminé le 31 juillet a approuvé cette orientation, tout en annonçant l'augmentation du prix de l'essence qui a des conséquences sur l'augmentation



Manifestants de SIDOR en juillet dernier

des prix des produits essentiels, est perçue comme un nouveau tour de vis. Dans le même temps, les travailleurs de l'industrie automobile manifestent à

Caracas à l'ouverture du Congrès et ceci en dépit de l'interdiction gouvernementale. De même, menacés par le Président de l'Assemblée nationale et vice-président du PSUV, les sidérurgistes de SIDOR manifestent massivement. Ces manifestations démontrent que les travailleurs n'entendent pas faire les frais de l'entente recherchée par la « bolibourgeoisie » et l'opposition bourgeoise au gouvernement de Nicolas Maduro. La « bolibourgeoisie » c'est le nom donné à la caste bu-

reaucraticque qui s'est approprié l'appareil d'état pour son propre compte, ce phénomène s'est renforcé à la mort de Chavez à travers les mesures économiques de caractère capitaliste prises par Maduro.

### La place cruciale de « Marea socialista »

« Marea Socialista », organisation sœur de « La Commune », membre du PSUV, a tenu son séminaire national les 14 et 15 novembre à Caracas sous le titre « Propositions de gouvernement pour dépasser la crise », une étape dans le renforcement du courant de ceux qui avec les travailleurs ne veulent pas la fin du cours révolutionnaire et avec lui des conquêtes arrachées par les travailleurs. Aujourd'hui, dans cette situation ouverte dans le processus révolutionnaire, en pleine crise économique et sociale, le sommet du PSUV et le gouvernement ont engagé des procédures d'exclusions contre des militants dirigeants de « Marea Socialista ». A eux, engagés totalement dans le combat anticapitaliste, va toute notre solidarité.

Jean-Baptiste Carrier, 5 janvier 2015

## Accord Cuba-Etats Unis

# Un triomphe pour Cuba, une perspective incertaine



*L'annonce de l'accord passé entre les gouvernements d'Obama et Raul Castro avec l'aide et le concours du Vatican, a amené toute une série de débats. Avant de nous y référer, nous partageons avec le peuple cubain et avec les militants antis impérialistes de par le monde, d'avoir gagné la liberté pour les héros cubains prisonniers des geôles des Etats-Unis. Notre parti était partie prenante de la campagne internationale pour leur libération, il y a quelques mois Alejandro Bodart fit un voyage à Cuba pour renforcer cette revendication. C'est pour cela que nous partageons avec les familles des prisonniers et tout Cuba la joie de leur retour, une victoire concrète face à l'ennemi impérialiste qui durant des années les avait privés illégitimement de liberté.*

**N**ous partageons aussi avec le peuple cubain, le constat de ce que la politique d'embargo et d'isolement de Cuba pendant plus de 50 ans, a été défaite en laissant la place à une nouvelle situation et à des relations politiques différentes. L'héroïsme, la capacité de résistance et l'énorme conscience anti-impérialiste du peuple cubain, ont abouti à ce que l'impérialisme yankee n'a pu le défaire après tant d'années. Tout ceci, représente un triomphe politique très positif, les USA doivent renoncer à suivre leur politique antérieure d'étranglement, et ceci nous motive pour réaffirmer comme conclusion politique et sociale, que les peuples quand ils luttent de toutes leurs forces, ont d'énormes possibilités pour vaincre et empêcher que les puissances impérialistes les écrasent. En ce sens toute notre reconnaissance va au peuple cubain et à sa riche histoire.

### Les raisons du changement des USA

En même temps, l'accord passé entre les gouvernements de Cuba et des USA s'est transformé en un fait de niveau mondial et en un motif de tout type d'analyses. Le changement dans la politique des USA et d'Obama envers l'île a pour base, comme nous le disons plus haut, l'échec de leur politique antérieure et de plusieurs autres raisons. Les USA connaissent aujourd'hui toute une série de manifestations et de revendications à l'intérieur de leurs frontières et sont frappées par un contexte mondial qui aiguise leur propre crise; nous avons devant nous un impérialisme dont le pouvoir hégémonique est affaibli et qui a besoin de nouvelles politiques pour tenter de poursuivre comme avant et ne pas perdre plus de pouvoir face aux autres puissances en pleine ascension du point de vue commercial, à l'instar de la Chine ou de la Russie.

Dans le contexte de cette crise globale, ce n'est pas par hasard si l'Eglise intervient avec plus de force, avec une politique et des initiatives propres, c'est ce qu'elle vient de faire ici. Et comme nous le savons, ce n'est pas en fonction d'intérêts socialistes qu'elle agit mais en défense du capitalisme pour le sauver. De son côté, les USA avaient besoin de changer de politique par rapport à Cuba pour que cela ait des conséquences sur sa politique en Amérique latine, où son objectif est de récupérer une partie du terrain perdu dans la dernière décennie. Ce n'est pas un hasard si Obama, dans son explication sur l'accord a inclut la phrase : « Aujourd'hui nous allons rénover notre leadership sur le continent américain ». Réaffirmant que c'est un de ses objectifs avec cet accord.

### Les USA veulent récupérer économiquement Cuba

Dans le même temps, ce ne sont pas ces seuls éléments qui rendent possible cet accord. Il entre aussi en jeu la nécessité pour les USA d'être partie prenante du processus d'ouverture économique en cours dans l'île. Sur le plan économique dans ses relations avec Cuba, un secteur important de sa grande bourgeoisie entend être partie prenante des affaires qui s'ouvrent dans l'île, des affaires qui, jusqu'à aujourd'hui, bénéficiaient aux puissances européennes, à la Chine, à la Russie et au Brésil. Ces secteurs veulent en finir avec le blocus pour faciliter leur stratégie. L'accord marque, de ce point de vue, un changement en faveur de ces intérêts économiques yankees pour commencer à entrer dans les échanges commerciaux de l'île, et, comme à nouveau le dit Obama face à la presse, « je veux peser sur les changements qui viennent à Cuba ». Manifestant clairement le danger que recouvrent ses intentions.

### Où va désormais Cuba ?

Avec cet accord, il y a un débat sur l'avenir de Cuba. Les mesures économiques prises depuis plusieurs années et qui ont connu un bond en 2014 avec la loi sur les investissements étrangers font peser une incertitude sur l'orientation prise. On a commencé par ouvrir les portes de Cuba à différents acteurs économiques européens, chinois et brésiliens, et avec la normalisation des relations avec les USA, cette ouverture commence à concerner des entreprises d'origine américaine.

Ceci ouvre de nouvelles interrogations et nous devons nous poser d'importantes questions. Est-ce que ces mesures renforcent la révolution cubaine ? Ou bien l'affaiblissent avec le risque qu'ouvre leur dynamique ? De notre point de vue, le plus probable, c'est cette dernière hypothèse qui prévaut ; le poids des capitaux étrangers va agir comme une pression constante sur le caractère socialiste de la révolution et engendrer de nouvelles inégalités sociales. Cela peut aller y compris jusqu'à un type analogue au capitalisme d'état. Cette dynamique a déjà commencé à se ressentir et engendrer le début d'inégalités sur l'île, bien que toutefois cela reste dans le cadre de grandes conquêtes sociales comme la santé et l'éducation, mais le problème essentiel n'est pas de voir le passé glorieux ou le présent plus contradictoire, mais de se tourner vers la dynamique du processus général et de l'accord ratifié en particulier, ceci est le plus préoccupant d'un point de vue socialiste.

### Quand Cuba devient un enjeu

L'autre débat logique et actuel est le suivant : ces mesures d'ouverture sont-elles partielles et tactiques dans une conjoncture nationale et internationale difficile ? Ou bien est-ce un tournant qui

## Accord Cuba-Etats Unis

va aller en se renforçant vers un autre projet politico-économique ? La réponse à cette question n'est pas simple, elle ne se résout pas par des déclarations depuis Cuba réaffirmant « le socialisme cubain ». Pour donner un seul exemple, le gouvernement chinois encore aujourd'hui parle de socialisme et se dit communiste, cependant le capitalisme est entré par tous les pores de ce géant, impulsé et contrôlé par l'appareil d'état et du Parti Communiste Chinois. Bien sur la Chine et Cuba ont d'énormes différences, il ne s'agit pas de les mettre sur un même plan. Mais au moins comme hypothèse assez probable, il faut voir si sur le fond, il y a une orientation similaire concernant le modèle économique-social et si les investissements chinois dans l'île encouragent cette similitude de modèle.

De plus, la situation internationale qui combine une crise systémique du capitalisme en l'absence de pays socialistes sur lesquels s'appuyer, présente un horizon de difficultés qui ne peuvent être minimisées et ceci rend nécessaire la recherche d'issues diverses à des situations difficiles, issues qui devraient être débattues et approuvées démocratiquement par le peuple cubain. Logiquement, Cuba ne peut défaire tout seul l'impérialisme ni avancer de la même façon vers le socialisme, il a besoin de l'action de la lutte des classes au niveau international et latino-américain, et du soutien d'autres pays. La question est : est-ce qu'il profite correctement de ce contexte où non ? Nous pensons que cette même crise globale et le processus latino-américain ouvrent d'autres possibilités qui malheureusement ont été ignorées jusqu'à maintenant.

### Une autre voie est possible

Dans le contexte de la crise capitaliste mondiale et dans le cadre d'une Amérique latine avec des processus nationalistes et à gauche, se sont ouvertes ces dernières années les portes d'un autre chemin, celui du projet ALBA avec au premier plan le Venezuela et son président Chavez. Durant ces années la coopération Cuba-Venezuela s'est développée, elle a eu un rôle positif pour la santé, l'éducation et l'aide pétrolière pour Cuba. Malheureusement, même s'il existe encore des éléments de cette coopération, le bond prévu dans le projet ALBA n'a pas eu lieu ; ce projet devait mettre en place une nouvelle architecture politique et écono-

mique indépendante, regroupant le Venezuela, Cuba, l'Equateur, la Bolivie, le Nicaragua et d'autres. Ce projet s'est évaporé et a laissé la place à la CELAC qui est une communion de gouvernements de tout type, en même temps priorité a été donnée au poids économique du Mercosur comme reflet de la bourgeoisie régionale, où la bourgeoisie brésilienne et d'autres ont pris plus de poids économique alors qu'elles n'ont rien à voir avec un véritable modèle indépendant, souverain et anti-impérialiste.

### Quelles mesures en défense de la Révolution cubaine ?

L'orientation actuelle de Cuba est-elle un sous-produit victime de cette situation ? Nous pensons que non, malheureusement le propre gouvernement Cubain a encouragé ce cheminement, alors qu'avec le Venezuela il aurait pu proposer une voie de radicalisation anticapitaliste pour le continent en profitant de la faiblesse de l'impérialisme. Et bien que cette opportunité est perdue, aujourd'hui il pourrait essayer de la reprendre dans ce nouveau contexte, de là l'importance qu'il y a de débattre sur les meilleures mesures à prendre en défense de la révolution cubaine. Nous proposons que sur la base de l'échec de la politique impérialiste, au lieu de se centrer sur une plus grande ouverture capitaliste on reprenne le chemin de l'ALBA, ceci aiderait non seulement Cuba dans sa situation économique difficile mais aussi le Venezuela, la Bolivie et tous les pays qui veulent rompre avec le modèle capitaliste de spoliation, d'entreprises transnationales qui nous pillent et de places financières qui nous étranquent. Cette voie est possible, la question est veut-on la prendre en s'appuyant sur la force sociale des peuples ou non.

### Pour une vraie démocratisation de Cuba

De plus, nous croyons qu'il faut à l'intérieur de la révolution cubaine une démocratisation, pas la fausse démocratie hypocrite que demande l'impérialisme au service de ses intérêts. Mais une réelle démocratie, qui permette que chaque travailleur et jeune cubain puissent s'organiser politiquement comme ils le veulent et avoir d'autre option que le PC, pour, qu'avec ce droit

ils puissent s'exprimer en faveur de la révolution. Une démocratie réelle avec la liberté d'opinion, dans l'accès aux moyens de communication et à la diffusion des idées. Une démocratie syndicale indépendante de l'état et du PC, autonome pour que s'exprime librement l'opinion des travailleurs. Nous pensons que la meilleure façon de défendre la révolution cubaine est d'en finir avec le monolithisme politique et de l'armée, et d'encourager la plus grande démocratisation, pour que toutes les mesures économiques et politiques soient débattues et décidées à fond au sein du peuple cubain.

Cuba continue d'être un pays indépendant et en ce sens au-delà des débats face au cours actuel nous continuerons à le défendre contre toute agression extérieure. Nous exigeons avec son peuple la fin du blocus qui frappe encore l'économie cubaine...

### Nous défendons inconditionnellement Cuba contre l'Impérialisme

Nous défendons Cuba contre l'impérialisme, comme nous défendons le Venezuela, la Bolivie et l'Equateur. Cette défense ne nous empêche pas d'alerter face à des politiques que nous considérons incorrectes, l'exemple du Venezuela est le plus clair à ce sujet ; aujourd'hui celui-ci navigue entre sa crise très profonde fruit du manque de changements anticapitalistes dans sa structure économique et de méthodes bureaucratiques de ses sommets officiels, ceci l'éloigne et non le rapproche d'un futur socialiste.

C'est pour cela que tandis que nous continuons d'affronter les plans impérialistes sur notre continent, les militants de gauche et toutes les organisations se doivent de débattre à fond de cette réalité et de ses conséquences, de proposer des mesures et des campagnes anti-impérialistes et anticapitalistes, et chercher à renforcer la construction d'alternatives unitaires de caractère anti-impérialiste et anticapitaliste combattant pour le pouvoir dans nos pays. Nous impulsions sur notre continent la coordination de ces forces politiques et sociales et le soutien à chaque lutte en cours.

**Direction Nationale du MST**  
**Traduction Paul Dumas, le 2 janvier 2015**

Syrie

## Qui aide le peuple syrien ?

**Après le fracas des événements meurtriers en France, on a le droit à l'orchestration médiatique de l'accusation immédiate de djihadisme pour tout citoyen s'engageant personnellement contre la dictature d'Assad et s'investissant dans le combat sur le terrain.**

Il s'agit avant tout d'apporter une précision : selon les médias « bien informés », 20% des volontaires engagés en Syrie luttent au sein ou aux côtés de l'Armée syrienne libre. On peut constater avec amertume que celle-ci est dirigée depuis l'Europe par des politiciens civils et quelques militaires qui reflètent à la fois des luttes d'influence en fonction de leurs sponsors respectifs (Qatar, Arabie Saoudite, EAU, etc.) et la division la plus catastrophique face à un dictateur donné perdant en 2011 et remis en selle depuis.

Bien entendu, les quatre autres cinquièmes de volontaires sont enrôlés dans les organisations djihadistes barbares tels que le front Al Nosra (ancienne d'Al Quaida en Syrie) et surtout Daech (« Etat islamique »).

### Des armes au compte-gouttes

Et les prétendus contempteurs d'Assad qui condamnent verbalement sa dictature, qu'ont-ils fait ? Obama et ses beaux mouvements de menton, Hollande le va-t-en-guerre au Sahel et en Centrafrique, Cameron et ses fatwas contre les immigrants ? Ils ont fourni au compte goutte des armes à la résistance, dans des proportions encore plus ridicules que la prétendue aide de Staline aux antifranquistes en Espagne en 1936 et 1939. Ce qu'ils n'ont pas fait, certains individus essayent de le faire avec leurs propres moyens. Est-ce condamnable ? Et si oui, qui est habilité à prononcer les condamnations ?

Obama est le successeur de Bush qui a provoqué l'éclatement de l'Iraq par sa guerre déclenchée en 2003 et jamais complètement éteinte depuis. Obama a toujours donné l'impression de marcher sur des œufs, s'agissant du Moyen-Orient, sauf pour aider honteusement l'Etat sioniste et approuver des crimes de guerre perpétrés par celui-ci à Gaza à plusieurs reprises depuis 2008. Sur la question syrienne, Hollande a donné le

spectacle ridicule après les attaques au gaz lancées par Assad, du chevalier brandissant son épée en l'air avant de la rengainer devant l'attitude d'Obama pour qui « la limite au-delà de laquelle l'intervention est inévitable » doit toujours reculer, aussi indépassable que prétend l'être l'horizon capitaliste.

Loin de nous l'idée de réclamer une intervention qui nous enverrait dans les rangs des faucons républicains US. Simplement, ce constat permet d'éclairer pourquoi les puissants Etats occidentaux continuent à regarder passivement les barils d'explosifs lâchés par Assad sur les civils d'Alep ou de Homs. Car la révolution syrienne est inséparable des autres qui forment depuis 2011 une chaîne appelée le « printemps arabe » qui fait tant peur à tous les réactionnaires. La contre-révolution a pris le dessus en Egypte avec le maréchal Al Sissy, ailleurs au Yémen et en Lybie, la désagrégation des Etats, en l'absence d'un parti révolutionnaire, a conduit ces pays au bord du gouffre avec de larges parts de territoire sous le contrôle des fous d'Al Quaida ou de Daech.

### La démission des partis officiels de la classe ouvrière

En Tunisie, une démocratie bourgeoise a été installée, expression d'un rapport de forces politique différent des autres cas. En France, Valls ambitieux tout autant que Sarkozy, et avec un fond politique commun, orchestre la chasse aux Roms, et poursuit la politique de ghettoïsation des jeunes « de la diversité » (comme disent pudiquement les bobos des beaux quartiers). Que doit dire et faire un jeune en perte de repères, à qui les flics demandent ses pièces d'identité dix fois par jours et pratiquent impunément bien souvent la chasse aux faciès sans parler des « bavures » qui ne sont que des crimes racistes et qui bénéficient presque systématiquement d'un non-lieu (quand il y a une suite judiciaire) ? Ces jeunes partent-ils,

encore scolarisés, à la recherche d'un stage en entreprise, ils essuient refus sur refus des employeurs qui les trouvent bien trop basanés ou de trop mauvaise réputation. Quand le sentiment de l'échec envahit quelque jour et nuit, comment s'étonner que, dans bien des cas, il cherche des appuis là où il peut espérer en trouver ? Dans un entourage où les religieux fanatiques grouillent comme les cafards et d'où les partis officiels de la classe ouvrière sont absents depuis bien longtemps très souvent.

### Des chiens nés avec le gène du crime ?

Après, il est facile comme Bartolone, président de l'Assemblée Nationale, de dire ce mardi 13 janvier, lors de la séance consacrée à la commémoration des 17 victimes des attentats, qu'il faut balayer les explications sociologiques et les carences familiales comme causes de toutes les dérives. C'est tellement plus commode d'en faire des chiens nés avec le gène du crime et la rage comme Sarko suggérait en son temps que certains criminels l'étaient potentiellement dès la naissance. Ceci n'excuse bien sûr pas l'horreur des crimes barbares commis, mais montre à quel point le mépris affiché par les classes dominantes et le pouvoir politique génère ce genre de dérives.

Et si un jeune, idéaliste en accord avec le principe de « défendre la liberté partout » choisit de s'engager en Syrie pour aider le peuple opprimé, le voilà systématiquement catalogué djihadiste, membre d'une « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Autrement dit, s'il ne meurt pas en Syrie et revient en France, il sera embastillé illico et servira de faire valoir à la prétendue efficacité policière.

Et d'aide au peuple syrien, il n'est bien entendu point question dans l'esprit des sociaux-traitres.

Mohand Kebaili, 13/01/2015.

## Palestine

# Le sionisme continue sa sale guerre

**L'état israélien n'a de cesse que de s'attaquer de différentes manières à la résistance du peuple Palestinien. Si l'on en croit Abdul-Nasser Ferwana, le chef du département du recensement du comité palestinien des détenus et ex-détenus, l'armée israélienne continue à attaquer et enlever des enfants palestiniens en violation du droit international : 3755 enfants ont été kidnappés au cours des quatre dernières années, dont 1266 enfants en 2014.**

Le nombre d'arrestations en 2014 a connu une augmentation de 36 % par rapport à 2013, et une augmentation de 43,7 % par rapport à 2012. Les enlèvements, les emprisonnements, la torture constituent une grave menace pour leur avenir, leur santé mentale et physique et leur développement. Le sionisme sait qu'il faut briser à n'importe quel prix la résistance palestinienne et en particulier ceux qui sont appelés à être son avenir.

## La trêve du 26 août ba-fouée quotidiennement

Une des principales conditions palestiniennes pour un cessez-le-feu était la levée du siège qui dure depuis des années. L'accord de cessez-le-feu négocié par l'Égypte est réputé avoir prévu l'ouverture des points de passage de Gaza, permettant l'entrée des matériaux nécessaires à la reconstruction des quartiers dévastés par les bombardements de l'armée sioniste. L'extension des zones de pêche autorisées au large de Gaza.

Ces conditions étaient semblables à celles qui ont mis fin à douze jours de bombardements en novembre 2012. Comme précédemment, le cessez-le-feu a été violé par Israël et ce en totale impunité.

Gaza reste bouclée. Du côté israélien tous les points de passage restent fermés, l'unique possibilité de sortie de Gaza reste

le passage de Rafah vers l'Égypte mais celui-ci est également fermé au bon plaisir du gouvernement égyptien, deux fois en deux mois. Les seuls autorisés à passer sont ceux qui ont besoin de soins médicaux. A la fin du mois dernier il y avait 1000 patients, y compris ceux qui sont à un stade avancé de

cancer, de maladies rénales ou cardiaques en attente d'une autorisation pour aller se soigner en Égypte.

## Un blocus permanent

Les matériaux de construction ne sont pas autorisés à Gaza. Bien que 5,4 milliards aient été accordés pour la reconstruction de Gaza, seul un pour cent des cinq millions de matériaux estimés nécessaires sont entrés à Gaza.

Les exportations de Gaza ne sont pas autorisées. Les points de passage commerciaux contrôlés par Israël n'en laissent passer que des miettes. Avant l'imposition du blocus en 2007, 240 camions sortaient de Gaza chaque semaine. A ce jour c'est une moyenne de deux camions qui ont été autorisés à sortir.

Gaza est soumise à un feu israélien constant. Bien que les termes du cessez-le-feu aient stipulé que les Palestiniens auraient un accès accru aux zones proches des limites d'Israël, le gouvernement sioniste n'a toujours pas annoncé quelles sont les limites de ce qu'il considère comme zone d'accès li-

## Le sionisme s'enrichit sur le dos des Palestiniens

Non seulement le statu quo antérieur au blocus est maintenu, mais il s'est aggravé donnant à Israël le droit de contrôler toutes les activités de reconstruction et de commerce. Non seulement le sionisme a tué sans compter mais il s'enrichit sur le dos du peuple Palestinien avec la complicité des gouvernements occidentaux.

Et quand un État ose reconnaître l'Etat Palestinien, il est dénoncé comme anti-sémite. La toute dernière avancée des Palestiniens au Conseil de l'ONU entraîne un gel de l'aide internationale au peuple Palestinien.

Israël veut étouffer le peuple palestinien en empêchant que les aides et les revenus du commerce puissent revenir à ceux qui en ont besoin. A nous de mettre à mal l'économie d'Israël. Nous devons donner un souffle nouveau à la campagne BDS qui permettra de faire pression sur l'état sioniste afin que de véritables négociations se mettent en

place pour que les droits démocratiques puissent s'appliquer au peuple palestinien et que celui-ci retrouve son droit sur sa terre historique volée par Israël avec l'assentiment des gouvernements occidentaux. Le peuple palestinien vaincra à condition que nous soyons à ses côtés quotidiennement.



Réunion BDS (Boycott-Désinvestissements-Sanctions) à Mauléon

mité. Par conséquent, l'armée israélienne peut tirer sur n'importe quel Palestinien qu'elle estimerait être hors de la zone limitée. Si bien qu'un civil palestinien a été tué et qu'un jeune de 17 ans a été grièvement blessé. Dans la même période, six palestiniens ont été tués lors d'une manifestation contre les tirs de l'armée sioniste.

Francis Charpentier, 10 janvier 2015

# *Bilbao : Manifestation monstre le 10 janvier 2015 pour le rapprochement des prisonniers basques*



## **Procès de Madrid contre Aurore Martin, Haizpea Abrisketa et tous les inculpés**

La Commune pour un Parti des Travailleurs appelle au rassemblement du 12 janvier 2015, jour d'ouverture du procès de Madrid contre notre camarade Aurore Martin et 36 autres inculpés. Le gouvernement espagnol s'acharne sur ces militants de la cause basque alors que leurs organisations politiques ne cessent de mobiliser pour une paix juste et durable. Le gouvernement Rajoy et le gouvernement français portent l'entière responsabilité du blocage des négociations que la majorité du peuple basque demande. Nous réclamons haut et fort l'abandon de toutes les charges contre les accusés et l'ouverture immédiate de négociations sur le processus de paix.

**A Bayonne le 09 janvier 2015.**

### **Dernière minute :**

- *Ce matin, 12 janvier, 16 citoyens basques ont été placés en garde à vue, 12 d'entre eux sont les avocats des prisonniers politiques basques. Certains de ces 12 avocats devaient assurer la défense des 35 à Madrid. En conséquence les inculpés n'ont plus d'avocats et le procès a été ajourné, pour l'instant il n'y a pas de date fixée. Les 35 sont sur le chemin du retour. Les locaux de LAB à Bilbao ont été perquisitionnés également. Aurore Martin a pu être finalement présente devant la mairie de Bayonne et y prendre la parole.*

- **16 janvier : La date du procès à l'encontre des 35 militants de la Gauche Abertzale est fixée au vendredi 29 janvier. En effet, leurs avocats ont été libérés, le juge leur impose des limites dans leur travail mais devraient pouvoir assurer la défense des 35.**

**Soutien inconditionnel à Aurore, Haizpea et tous les inculpés !**



## **Aurore Martin et tous les inculpés à la maison !**



Lundi 12 janvier 2015, 19h. Plusieurs centaines de manifestants devant la mairie de Bayonne pour protester contre les arrestations des défenseurs des inculpés de Madrid, dont Aurore Martin, laquelle a pu assister à la fin du rassemblement, de retour de Madrid et a pu y prendre la parole. Les militants de La Commune-Pays Basque étaient comme il se doit présents pour exprimer leur solidarité agissante et inconditionnelle.



*Aurore Martin*

On ne pourra pas s'empêcher de souligner le cynisme de Rajoy, le premier ministre de l'Etat espagnol, qui, le dimanche 11 janvier, dans le cortège d'"Union nationale", était la mano en la mano avec Hollande et tous les dirigeants de l'Union européenne pour prétendûment protester pour la "liberté d'expression".

Au même moment où il donnait consigne à sa police pour arrêter les avocats des inculpés de Madrid ! Honte à lui !

Rédacteur en chef : Paul Dumas

**Comité de rédaction :** Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Pedro Carrasquedo, Paul Dumas, Isabelle Foucher, Zde Ekzlazadil, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Txomin Ravachol, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Mustafa Diakité, Garledji Makélélé, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

Directeur

de publication : Pedro Carrasquedo

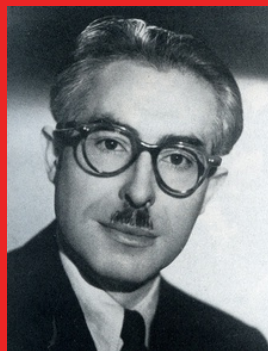
**Commission paritaire en cours**

**Imprimerie spéciale**

**La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* »**

**C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et payan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.**

**Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV<sup>e</sup> Internationale.**



**Marceau Pivert  
(1895 - 1958)**

\*

\* \*

## **Après le Conseil national (du PS) du 12 mars 1938 A bas l'Union nationale ! La déclaration de la minorité**

Indéfectiblement attachée aux principes de la lutte de classes inscrits dans la Charte fondamentale du Parti socialiste, la Gauche révolutionnaire répudie l'Union nationale sous quelque forme qu'elle se présente. En conséquence, elle condamne la violation formelle des promesses faites en 1936 et le couronnement désastreux d'une politique de faiblesse et d'abdication (qui viennent d'être sanctionnés par le vote du C.N.).

La Gauche révolutionnaire se refuse à apprécier la situation extérieure autrement qu'en fonction de l'intérêt de classe du prolétariat. Elle proclame qu'il n'est pas de devoir de défense nationale pour la masse des travailleurs tant que ceux-ci n'ont pas conquis la direction économique et politique du pays.

[...]

La Gauche révolutionnaire refuse catégoriquement de s'associer à cette politique d'alliance avec une bourgeoisie égoïste et aveugle, qui a construit le monstrueux traité de Versailles, forgé de ses mains l'hittlérisme, provoqué, par suite, la course aux armements et aggravé considérablement les périls de guerre, cette sanglante duperie pour le prolétariat.

Elle considère que la décision prise ne correspond ni à la volonté réelle des militants du Parti, ni aux intérêts supérieurs du prolétariat, ni à ceux de la défense efficace de la liberté et de la paix.

Seule une offensive hardie des masses populaires de France, dirigées par leurs organisations de classes contre les véritables responsables de la situation tragique qui se déroule peut encore protéger la liberté et la paix.

Seule, l'expropriation des oligarchies économiques et financières dès maintenant favorables au fascisme international peut protéger nos libertés.

Seule la redistribution des sources de matières premières arrachées au capitalisme peut enlever aux impérialismes fascistes leur base sociale et protéger la paix.

La Gauche révolutionnaire proclame sa volonté de demeurer attachée, quoi qu'il arrive, au socialisme international, à ses solutions révolutionnaires et aux enseignements de l'expérience ouvrière de ces vingt dernières années au cours desquelles toutes les tentatives de collaboration du prolétariat avec sa bourgeoisie se sont soldées par l'affaiblissement du mouvement socialiste, par de terribles défaites et par le triomphe inévitable de ses pires ennemis fascistes.